

Lutte Ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 189 - 5 avril 1991 - prix : 8 F



MASSACRES ET DICTATURES, VOILÀ LE "NOUVEL ORDRE INTERNATIONAL"



AFP

M6189 - 1189 - 8,00 F



Massacres et dictatures

Après l'écrasement des révoltés chiïtes dans le sud de l'Irak, c'est maintenant au tour des insurgés Kurdes du nord du pays d'être massacrés par l'armée de Saddam Hussein, avec la complicité à peine voilée des Bush, des Mitterrand et consorts.

Il y a à peine plus d'un mois, quand il s'agissait de justifier leur expédition militaire pour récupérer le Koweït, les mêmes dirigeants occidentaux prétendaient qu'un des buts de la guerre du Golfe était de lutter contre la dictature en Irak, dans l'intérêt même de son peuple. Bush, dans ses discours, allait même jusqu'à appeler celui-ci à se soulever contre Saddam Hussein. Mais le spectacle de ces dizaines ou de ces centaines de milliers de Kurdes fuyant sur les routes sous les bombardements de l'armée ne lui tire aujourd'hui rien d'autre que quelques larmes de crocodile.

Mais comment en serait-il autrement alors qu'il y a à peine un mois,

Jaber ? Pourquoi se seraient-ils appuyés sur le régime moyenâgeux du roi d'Arabie, un des plus réactionnaires du monde, ou sur celui de la Turquie qui, à l'intérieur de ses frontières, nie le droits nationaux de douze millions de Kurdes ?

Ce qui les gênait dans la dictature de Saddam Hussein, c'est qu'elle s'en soit pris au puits de pétrole koweïtiens. Mais qu'elle massacre son propre peuple, pour Bush et Mitterrand, c'est dans l'ordre des choses. Cela fait même partie en fait de cet "ordre international" dont ils parlent tant.

Le général américain Schwarzkopf, qui se sert maintenant de sa victoire sur l'Irak pour jouer les vedettes aux Etats-Unis, a fait l'intéressant en regrettant publiquement que Bush ne l'ait pas laissé continuer la guerre et anéantir l'armée irakienne. Mais Bush savait ce qu'il faisait, et quoi qu'il en dise Schwarz-

mais ils leur donnent toujours les moyens de faire régner l'ordre à l'intérieur contre leur propre peuple ; quitte à leur rappeler de temps en temps, comme ils viennent de le faire pour l'Irak, que leurs armées ne sont faites que pour ça ; pas pour aller se servir chez le voisin, et surtout pas quand cela touche, comme au Koweït, les intérêts occidentaux.

Alors, les Kurdes sont massacrés par l'armée irakienne comme ils le sont de l'autre côté de la frontière par l'armée turque, parce que le premier souci des dirigeants occidentaux est qu'il y ait, en Irak comme en Turquie, des régimes stables sur lesquels compter. Ils préféreraient collaborer avec le même régime et s'il le faut le même Saddam Hussein qu'ils dénonçaient il y a un mois, que d'avoir à faire face au peuple irakien lui-même et devoir reconnaître ses droits. Reconnaître les droits des Kurdes en Irak impliquerait d'ailleurs d'en faire autant en Tur-

VOILÀ LE « NOUVEL ORDRE INTERNATIONAL »

c'était les mêmes Bush et Mitterrand qui organisaient ces bombardements massifs sur l'Irak dont on sait maintenant qu'ils ont fait plus de cent mille morts civils et autant de militaires ? Au fond, Saddam Hussein ne fait que continuer contre son propre peuple ce que les soldats américains, français ou autres, ont commencé au cours de la guerre du Golfe.

Tant pis pour les naïfs qui se sont laissé abuser par ces dirigeants occidentaux qui prétendaient faire la guerre à l'Irak au nom du "droit des peuples". Ce droit-là, les Bush, les Mitterrand et leurs compères ne le connaissent que pour s'asseoir dessus. S'ils voulaient à tout prix reconquérir le Koweït, c'était d'abord au nom du droit que se sont arrogé les compagnies occidentales de contrôler les richesses pétrolières de la région, au mépris total justement du droit des peuples.

D'ailleurs, si le souci de Bush, Mitterrand et autres avait été de combattre la dictature, pourquoi auraient-ils remis en place au Koweït le régime crapuleux de l'émir

kopf aussi. Une fois le Koweït reconquis, ils ont tenu à laisser au régime irakien assez de forces, assez de soldats, d'hélicoptères et d'avions, pour faire régner son ordre sanglant à l'intérieur de l'Irak ; sinon ils craignaient d'être obligés de faire eux-mêmes le triste travail que les troupes irakiennes font aujourd'hui contre les Kurdes et contre les chiïtes.

Entre l'interventionnisme des dirigeants occidentaux contre l'Irak, quand il s'agissait de récupérer le Koweït, et leur complicité aujourd'hui quand le même régime irakien massacre son propre peuple, il n'y a pas de contradiction, il y a continuité. L'"ordre international" n'est qu'un mot. Ce qu'il y a derrière, c'est une mise en coupe réglée des richesses de la planète par une poignée de trusts des pays les plus riches. Et cet "ordre" repose sur l'existence de toutes ces dictatures, de l'Irak à l'Arabie saoudite, au Koweït ou à la Syrie et à la Turquie, sans oublier Israël qui est aussi une dictature pour deux millions de Palestiniens.

Les dirigeants occidentaux arment ces régimes, s'appuient alternativement sur les uns et sur les autres,

L'éditorial
d'Arlette
LAGUILLER

que, et cela déstabiliserait peut-être ce dernier régime. Et de toute façon ce n'est pas le problème des dirigeants occidentaux.

Après le peuple palestinien, après le peuple irakien lui-même, c'est donc les Kurdes qui payent aujourd'hui pour tous ces calculs du plus parfait cynisme. Guerres, bombardements, destructions sans nombre, massacres et dictatures, pour des Bush et des Mitterrand tout cela n'est que le compte pertes et profits de leur "ordre international" ; c'est le prix du sang sans lequel le système injuste et aberrant qu'ils font subir à tous les peuples de la planète ne tiendrait même pas une heure.

Non, la guerre n'était pas "propre"

UN COIN DE VOILE SE LÈVE SUR L'AMPLEUR DES MASSACRES

On ne connaît toujours rien ou presque du nombre des victimes de la guerre du Golfe, du moins en ce qui concerne les pertes civiles et militaires irakiennes.

Néanmoins, au fil du temps, quelques témoignages viennent confirmer que cette guerre, présentée comme aseptisée, «propre» par tous les états-majors de la coalition anti-irakienne, a bien été aussi barbare et meurtrière que tous les autres conflits de ce type.

Bien que pour l'instant le Pentagone refuse toujours de donner les véritables chiffres, il est de plus en plus question d'au moins 100 000 morts du côté des soldats irakiens. Selon les estimations d'un militaire de haut rang américain récemment publiées par le *Washington Times*, 60 à 80 000 auraient été tués lors des bombardements aériens et 15 à 25 000 autres durant l'offensive terrestre. Si l'on en croit certains témoignages, l'armée américaine se serait d'ailleurs livrée délibérément à des massacres. Ainsi, selon un officier américain des Affaires Civiles venu enquêter sur place, l'aviation US aurait non seulement bombardé les Irakiens qui abandon-

naient Koweït City, mais en utilisant des bombes à effet de souffle - armes de destruction massive dont l'utilisation est pourtant condamnée par la Convention de Genève - ce qui expliquerait l'ampleur des massacres et les impressionnants amas de véhicules enchevêtrés, montrés sur le moment par la presse.

En ce qui concerne les populations civiles, si la discrétion des autorités américaines est encore plus grande, les horreurs commises ne seraient pas moins importantes. Ainsi, le Pentagone reconnaît maintenant que ses bombardements «chirurgicaux», «high tech» n'ont pas été aussi précis qu'il l'avait laissé entendre pendant la durée du conflit. Selon le général Merrill A. McPeak, responsable de l'US Air Force, seules 7 % des bombes utilisées auraient été munies d'un système de guidage laser. En outre, 70 % des 88 500 tonnes de bombes larguées auraient raté leur cible. Autrement dit lorsque les avions «alliés» s'en prenaient à des installations militaires, les populations civiles alentour n'étaient nullement épargnées...

Ramsey Clark, ex-ministre de la Justice du président Johnson, reconverti depuis en militant pacifiste, réclame d'ailleurs maintenant une commission internationale d'enquête sur «les crimes de guerre» commis par les forces américaines durant la guerre du Golfe. Présent en Irak en février dernier lors de l'offensive aérienne, il accuse aujourd'hui l'aviation d'avoir «délibérément bombardé des civils», détruit «l'infrastructure essentielle à la vie civilisée» et affirme pour sa part que plus de 125 000 Irakiens seraient morts sous les bombes.

Ainsi, aujourd'hui, la presse et certains organismes officiels font mine de découvrir que l'intervention des forces américaines et coalisées n'a pas été aussi «propre» qu'on a voulu nous le dire pendant la durée du conflit, et que l'armée américaine partie en croisade pour la défense du «droit international» s'était assise dessus. On s'en doutait bien sûr. Mais pour savoir toute la vérité sur l'ampleur des massacres, il est probable qu'on devra attendre encore longtemps.

Roger MEYNIER



Un des proches des victimes du bombardement de l'abri souterrain de Bagdad qui fit plusieurs centaines de victimes civiles.

KOWEIT

LES BANDES ARMÉES À L'ŒUVRE CONTRE LES PALESTINIENS

La presse fait état de la véritable chasse aux Palestiniens à laquelle se livrent au Koweït des bandes armées, des milices dirigées par de jeunes princes. Au point que le prince héritier du trône et Premier ministre de l'Emirat aurait convoqué une bonne demi-douzaine de jeunes membres de la famille régnante pour les gronder et les menacer du cachot... s'ils continuaient leur sanglant jeu.

Car on ne va tout de même pas arrêter un prince pour des crimes déjà commis ! Et après ce qui est donc tout au plus un symbolique rappel à l'ordre, le chef du gouvernement koweïtien pouvait en toute bonne conscience écrire au secrétaire général de l'ONU pour lui affirmer son souci de protéger les Palestiniens, et le secrétaire de l'ONU s'en contenter.

Les bandes armées en question n'ont aucune raison de s'arrêter. Témoignage des faits d'armes de ceux qu'on nous présentait jusque-là comme les courageux libérateurs de leur patrie, ce commerçant palestinien de 41 ans, cueilli à son domicile par l'une de ces milices princières, passé à tabac, menacé de mort et rejeté gravement blessé d'une voiture, à quatre heures du matin, dans une rue de la capitale. Passé à tabac aussi ce médecin palestinien de 38 ans, par une milice qui

avait arrêté sa voiture et estimait indécent qu'un Palestinien puisse posséder «une voiture aussi belle». Et pendant le petit moment où le reporter du journal *Le Monde* rendait visite à l'une des victimes, deux autres Palestiniens étaient amenés en piteux état dans le même hôpital par des hommes en uniforme.

Cette chasse aux Palestiniens n'est pas seulement, c'est vrai, la guerre des riches contre les pauvres. Tous les Palestiniens qui vivaient ou vivent au Koweït sont loin d'être des pauvres, ils le sont moins souvent, que ceux qui vivent en Palestine, moins que les travailleurs immigrés des industries pétrolières et du bâtiment du Koweït qui étaient, eux, plutôt Ceylanais, Égyptiens ou Pakistanais. Les victimes de cette chasse citées en exemple par la presse étaient, entre autres, des commerçants ou un médecin. Parce que ce sont ceux-là qui ont eu le moyen de faire connaître leur cas ? Ou simplement parce que toute la faune, garantie koweïtienne pur-sang-pur-pétrole (ou se prétendant telle), d'assassins arrivistes, de «résistants», qui gravitent autour des petits princes de la famille régnante restaurée par la soldatesque plus disciplinée des grandes démocraties impérialistes, enrage de toute façon au seul mot de «Palestinien» et d'autant

plus si ceux-ci ont une place, une culture qui valent largement la leur ?

En tout cas, «disparate... composée d'éléments rassemblés à la va-vite, y compris de jeunes Koweïtiens enrôlés de force pour mauvaise conduite... sans véritable chaîne de commandement, l'armée n'en est pas encore une...», écrit le journal *Le Monde*, qui déplore que l'armée d'occupation, la véritable armée, celle des pays riches, n'intervienne pas. C'est sûrement vrai. Plutôt que ces bandes armées à l'état brut, qui massacrent ou terrorisent chacune pour elle, chacune à sa façon, les bonnes consciences occidentales qui se sont faites les avocats de l'intervention militaire voudraient bien pouvoir présenter une «vraie» armée, plus policée, ou au moins capable de faire ses saloperies sans que cela se sache.

Mais voilà, on n'a pas le choix. Quand on a organisé toute une guerre pour restaurer les privilégiés koweïtiens, pour que règne l'ordre des cheikhs et des trusts pétroliers, on ne peut pas faire qu'à l'arrivée le spectacle soit beau à voir. A moins que les «conseillers» militaires des armées alliées transmettent aux soldats koweïtiens leur savoir-faire, souvent fruit de l'expérience de dizaines d'années de guerre coloniale ?

Olivier BELIN

La prochaine réunion du
CERCLE LÉON TROTSKY
portera sur :
LES AVATARS DE L'HÉGÉMONIE
AMÉRICAINNE DEPUIS 1945
VENDREDI 12 AVRIL 1991
à 20 h 30
Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor, 75005 Paris
Métro : Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 10 F

TURQUIE LE RÉGIME D'ÖZAL CONTRE LES KURDES

Pendant que le régime de Saddam Hussein poursuit ses massacres au Kurdistan irakien, la répression est menée aussi en Turquie, contre les autonomistes kurdes. Cette répression, il est vrai, est dirigée par un grand ami et allié des occidentaux, le président Turgut Özal. Elle ne date d'ailleurs pas d'aujourd'hui. Les gouvernements turcs successifs ont toujours nié jusqu'à l'existence d'un peuple kurde, par les armes au besoin. Visiblement, le gouvernement Özal profite de ce qui se passe du côté irakien pour régler ses propres comptes sur son territoire.

L'armée turque aurait entrepris depuis le 31 mars dernier, dans le sud-est anatolien, d'importantes opérations de commandos, soutenues par des hélicoptères armés de missiles. Et elle ne se priverait pas, dans sa chasse aux nationalistes kurdes, de poursuivre les combattants au-delà de la frontière.

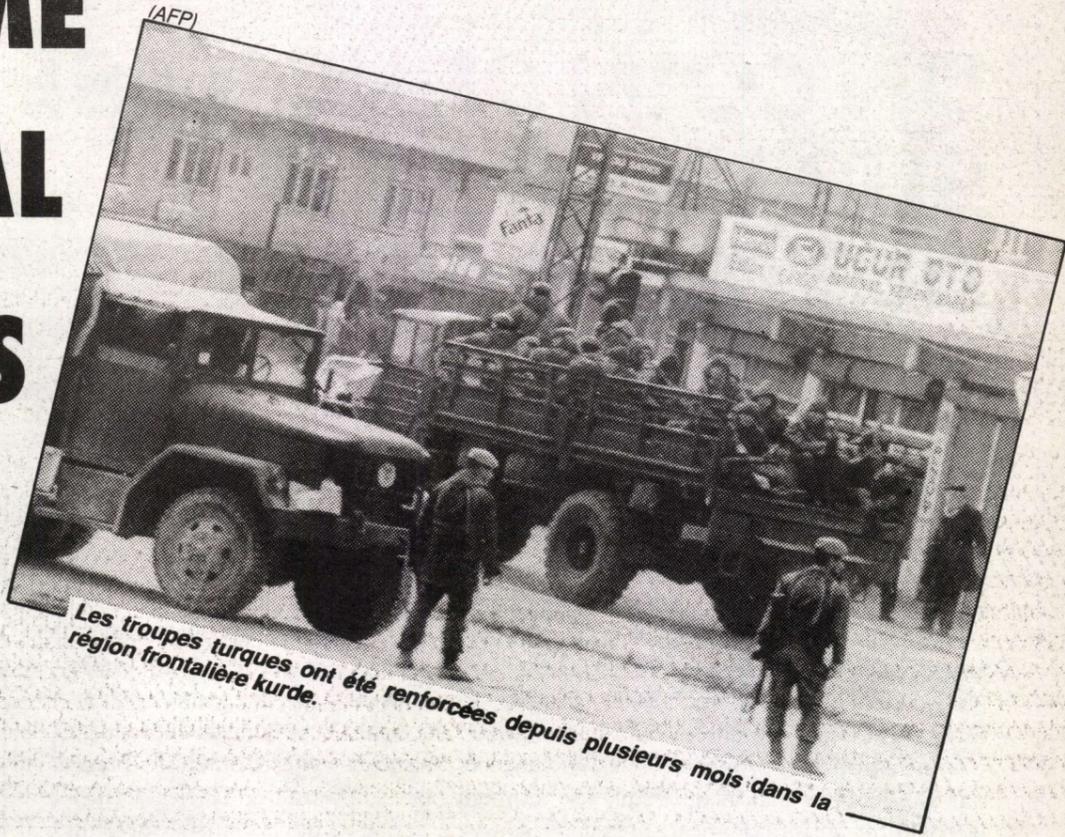
Ainsi, onze militants du PKK (mouvement nationaliste kurde) et quatre soldats turcs ont été tués au cours d'accrochages, dans la zone frontalière turco-irakienne. D'après la presse turque, un groupe de militants armés du PKK, venus d'Irak, se serait infiltré dans la région de Sirnak et heurté à des militaires turcs. L'accrochage, qui a duré une heure et demie, aurait fait 7 morts dans les rangs du PKK et 2 morts du côté de l'armée. Cette dernière aurait ensuite poursuivi les rebelles au-delà de la frontière, en territoire irakien, faisant encore 4 morts dans les rangs du PKK, tandis que 2 autres soldats trouvaient la mort.

Ce genre d'opérations n'est pas nouveau. Et des poursuites en territoire irakien, menées à grande échelle, ont déjà eu lieu dans le passé avec l'accord des autorités irakiennes. Il faut dire que quel que soit l'état des relations entre

les Etats turc et irakien, ceux-ci ont toujours su collaborer pour opprimer et massacrer le peuple kurde.

En Turquie, où vivent près de 12 millions de kurdes, la politique des différents gouvernements depuis des décennies a été d'ignorer l'existence de ce peuple, parlant seulement des "turcs montagnards" ou des "gens de l'Est".

Depuis quelques mois, le gouvernement d'Özal semblait avoir opéré un tournant en reconnaissant, en paroles, l'existence du peuple kurde et en parlant de légaliser l'usage de sa langue. En fait, ce changement d'attitude semblait surtout lié aux visées du gouvernement turc sur le Kurdistan irakien. Özal aurait passé des accords avec les dirigeants kurdes irakiens - ce qui expliquerait le récent voyage de ces derniers à Ankara - pour créer une région autonome sous la protection du gouvernement turc au nord de l'Irak, précisément dans la



Les troupes turques ont été renforcées depuis plusieurs mois dans la région frontalière kurde.

région pétrolière de Kirkouk et Mossoul. Mais visiblement tout cela n'est plus à l'ordre du jour depuis la fin de la guerre du Golfe et le voyage d'Özal à Washington pour rencontrer Bush.

Alors une fois de plus, en Turquie comme en Irak, que ce soit de la part d'Özal ou de la part de Saddam Hussein, de la part de l'ami des occidentaux ou de la part de celui qu'ils combattent il y a peu, les Kurdes ont droit au même traitement.

J. SILVA

LE PKK : UNE ORGANISATION NATIONALISTE

Le PKK, qui mène la guérilla au Kurdistan turc, est une organisation nationaliste kurde dont les origines remontent aux années 1970. La majorité de ses cadres, souvent à l'origine des étudiants, des intellectuels, ont été formés ou influencés par le mouvement gauchiste turc.

Le PKK a fait parler de lui surtout à partir de 1984 quand il a commencé la lutte armée dans le Kurdistan turc, et rappelle bien d'autres "fronts" de libération nationale du tiers-monde. Malgré un langage parfois de gauche, c'est un mouvement petit bourgeois, qui ne reconnaît pas le droit à l'existence des autres tendances, ni à l'intérieur, ni à l'extérieur de son

organisation. Plusieurs dizaines de militants ont trouvé la mort, même avant 1980, dans des règlements de comptes sanglants entre le PKK et d'autres tendances. Disposant de bases dans la Bekaa, au Liban, son leader Abdullah Ocalan, dit "Apo", bénéficiait jusqu'à présent de l'aide de la Syrie pour infiltrer ses commandos en Turquie.

Le succès relatif du PKK ces dernières années tient surtout au fait que la population kurde commence à relever la tête face à l'arbitraire des autorités turques, et qu'il apparaît dans cette région comme la seule organisation d'opposition radicale au pouvoir.

LA POLICE TURQUE ARRÊTE ET TORTURE LES OPPOSANTS IRANIENS

On lira ci-dessous des extraits d'un communiqué de «l'organisation des guerilleros fedais du peuple d'Iran». L'arrestation et la torture d'opposants de gauche iraniens en Turquie est, en ce moment, la manifestation concrète des nouvelles alliances qui se sont nouées, à l'occasion de la guerre du Golfe, entre des Etats qui, comme l'Iran et la Turquie, se sont retrouvés d'une façon ou d'une autre dans le camp des Etats-Unis. Les arrestations d'opposants font alors partie des menus services que s'échangent des régimes qui sont, théoriquement, opposés...

«Dans la nuit du samedi 2 au dimanche 3 mars 1991, la police turque (MIT) a arrêté dix sympathisants de l'Organisation des Guerilleros Fedais du Peuple d'Iran. Tout de suite après leur arrestation, les sympathisants, en particulier, le responsable de la formation sympathisante de l'organisation, ont été sauvagement torturés. D'autres personnes ayant un rapport, de près ou de loin, avec ces sympathisants

ont été également arrêtés... (...) Deux de nos camarades ont dû être transférés, le jeudi 7 mars, de prison Yabanji Shobeysi, situé à Ankara, à l'hôpital... D'après nos dernières informations, ils ont été ramenés, le soir même, à leur geôle.

Compte tenu des pratiques inhumaines et de la violation des lois internationales relatives aux réfugiés par le gouvernement turc, il est à craindre

que celui-ci extrade ces sympathisants vers l'Iran.

Vu l'antécédent des activités politiques des personnes arrêtées contre le régime dictatorial de la République Islamique d'Iran, elles seront exécutées par celui-ci. Au cours de ces dernières années, en violant les lois internationales, le gouvernement turc a extradé, plusieurs fois, des éléments révolutionnaires de l'opposition iranienne.»

La colombe et les pigeons

Un de nos lecteurs nous signale une nouvelle : la sortie d'une médaille «Victoire de la paix», à l'occasion du conflit du Golfe.

L'administration des monnaies et médailles qui en assure la frappe n'a donc pas perdu de temps. Avant que l'enthousiasme d'une partie de l'opinion publique ne retombe, certains de ses dirigeants ont dû penser qu'il y avait encore de l'argent à faire avec la guerre du Golfe. A condition de parler de «paix», c'est moins mal vu : la médaille porte d'un côté «victoire de la paix», de l'autre «Libération du Koweït - mandat des Nations Unies».

Les «Monnaies et médailles» frappent fort : tirée à 9 500 exemplaires, cette

médaille est vendue 1 950 F pièce dans sa version en or (soit cinq fois la valeur de son poids d'or, nous précisons notre correspondant). Sans compter la version en argent, cela

fait quand même 18,5 millions de francs à ramasser !

Après tout, la guerre est peut-être finie, mais personne n'empêche de faire la chasse aux pigeons.

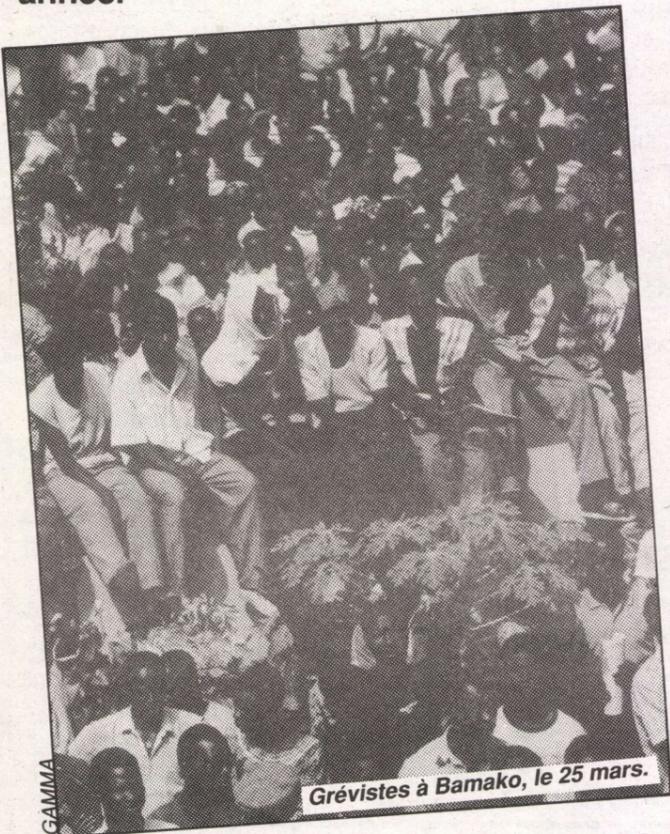


Mali

Après la chute de Moussa Traoré

LE DICTATEUR EST TOMBÉ, MAIS L'ARMÉE RESTE EN PLACE

Une semaine après la mise au rancart du dictateur Moussa Traoré par l'armée, le Conseil de Réconciliation Nationale (CRN), mis en place au Mali par les officiers putschistes, s'est dissous. Il a cédé la place à un Comité de Transition pour le Salut du Peuple, comprenant 15 membres de l'opposition à Traoré et 10 militaires, chargé de préparer des élections municipales, législatives et présidentielles avant la fin de cette année.



GAMMA
Grévistes à Bamako, le 25 mars.

Tout en promettant que, dès janvier prochain, l'armée retournera dans ses casernes, celle-ci garde la haute main sur les opérations. L'ancien président du CRN, le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, préside également le nouveau comité de transition. Et l'armée reste omniprésente dans les rues, garante du maintien de l'ordre, et par là même arbitre de tout conflit et exécutrice de toute décision. Le Comité de Transition ne peut rien faire sans son accord.

En ouvrant le gouvernement provisoire à des personnalités civiles d'opposition, les militaires cherchent de toute évidence à donner à leur putsch une certaine légitimité, en même temps qu'à faire croire à leur volonté d'établir un semblant de formes démocratiques.

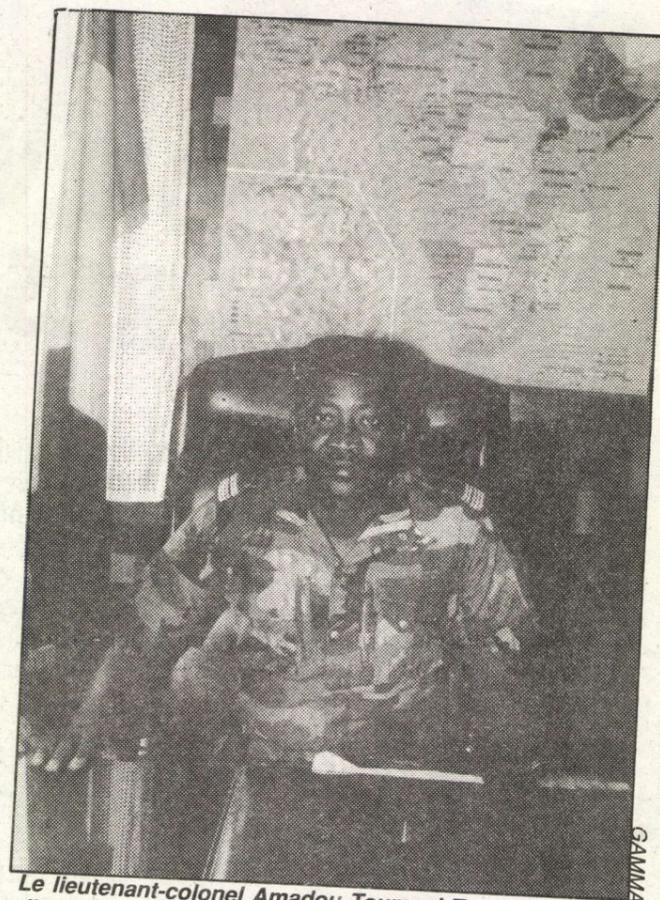
Un semblant parce que, pour aller au-delà de cela, il faudrait pour commencer mettre un terme au parasitisme des pays riches qui profitent de l'exploitation des ressources du Mali, à commencer par la France. Et puis il faudrait mettre un terme au parasitisme et à la

gabegie, dont vivent tout ce que le pays compte de riches, de fonctionnaires, de politiciens et de responsables à tous les niveaux, à commencer par les militaires eux-mêmes. Et, bien sûr, cela l'armée n'y touchera pas.

Mais sans doute les militaires espèrent-ils, par ces promesses, prévenir un regain de colère dans la population et le risque de nouvelles émeutes, telles que celles qui se sont déroulées depuis le 22 janvier, et qui, rappelons-le, avaient fait 200 morts.

Sans doute espèrent-ils aussi s'assurer le soutien, et plus encore l'aide matérielle, du gouvernement français, en allant au-devant du désir exprimé par Mitterrand il y a quelque temps de voir le «pluripartisme» instauré en Afrique francophone. Dans la situation de chaos économique et de dénuement matériel du Mali, une aide économique rapide pourrait aider à calmer les esprits.

Reste à savoir si les émeutiers d'hier se contenteront de promesses aussi imprécises que lointaines et de remettre leur avenir aux



GAMMA
Le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, nouveau dirigeant du pays.

Le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, nouveau dirigeant du pays.

Le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, nouveau dirigeant du pays.

Le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, nouveau dirigeant du pays.

Le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, nouveau dirigeant du pays.

Le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, nouveau dirigeant du pays.

Le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, nouveau dirigeant du pays.

François ROULEAU

L'épidémie de choléra au Pérou

LA POURRITURE DU MODÈLE CAPITALISTE

L'épidémie de choléra, qui sévit au Pérou depuis le début de l'année, a maintenant frappé, d'après les chiffres officiels, sans doute minimisés, 90 000 personnes dont 500 sont mortes. La bactérie a atteint les pays voisins, l'Equateur, la

Colombie et on s'attend à ce qu'elle pénètre prochainement au Brésil, propagée par l'intermédiaire des cours d'eau.

Les causes de la catastrophe sont connues : le non-ramassage des ordures, l'absence d'égouts dans les

bidonvilles où s'entassent les pauvres, la pollution côtière qui contamine le poisson, mangé souvent cru par les Péruviens.

L'égoïsme et l'inconscience des privilégiés sont tels qu'ils sont directement responsables de la propa-

gation de la maladie. Le ministre de la Santé a d'ailleurs démissionné pour protester contre le soutien apporté par le président péruvien aux industriels de la pêche. Le chef de l'Etat péruvien avait tenu à déguster publiquement, à plusieurs reprises, des plats de poissons crus - évidemment soigneusement préparés à son intention - devant les caméras de la télévision. Histoire de laisser prospérer le commerce et l'épidémie avec !

Une autre cause de propagation de la maladie, la

consommation d'eau polluée, pourrait être combattue en faisant bouillir le liquide. Mais fin mars, le prix du litre de kérosène utilisé comme combustible a été carrément multiplié par quatre. Il est passé à un dollar, une somme hors de portée des millions de Péruviens qui gagnent moins de 50 dollars par mois.

Il est à la mode de présenter le Pérou comme un élève-modèle de la classe des pays pauvres appliquant sans restriction les recettes capitalistes, dou-

loures pour la population mais finalement paraît-il salubres. Quels boniments ! Le capitalisme vu des pays pauvres (comme le Pérou) qui représentent une bonne partie de la planète, le voilà : la peste des profiteurs et des spéculateurs y prospère sur le choléra de la misère entretenue par la domination des banquiers internationaux qui saignent le pays. Des fléaux qui vont ensemble... et ne seront éliminés qu'ensemble.

P.V.

Allemagne

UN PATRON VICTIME... DES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS!

Rohwedder était un spécialiste des licenciements.



(Arc)

Detlev Rohwedder est mort, assassiné le 1^{er} avril à son domicile de Dusseldorf. Qui l'a tué ? Un, une ou des terroristes de la Fraction armée rouge, qui s'en serait revendiqué auprès de l'AFP ? Mystère pour l'instant.

Le nom de Rohwedder ne dit pas grand-chose ici, mais l'individu était connu en Allemagne. Très connu. L'avant-dernier numéro de l'hebdomadaire *Der Spiegel* le présente même comme «l'homme le plus exécré des travailleurs de l'Allemagne de l'Est». Il avait mauvaise réputation aussi auprès de pas mal de travailleurs d'Allemagne de l'Ouest. Pourquoi ?

Ce Detlev Rohwedder était un grand bourgeois. Social-démocrate, certes, mais l'étiquette se porte bien aussi dans ces milieux-là. Il avait d'abord été un haut fonctionnaire serviteur de l'Etat, secrétaire d'Etat à l'Economie il y a plus de dix ans.

Puis il était passé en 1981 au service du privé, comme PDG d'un des plus gros trusts du fer et de l'acier ouest-allemand, Hoesch. Hoesch, c'est Dortmund, un

peu comme Michelin c'est Clermont-Ferrand. Dortmund dans la Rhur a eu longtemps pour maire un chef de service du trust. La ville et l'Etat dépensaient des sommes colossales pour aménager port, canaux et routes pour Hoesch. Ledit trust, qui employait au total 48 500 salariés en 1977 n'en comptait plus que 32 400 en 1986 et moins de 30 000 aujourd'hui. En partie grâce aux compétences de licenciement de Rohwedder qui, à Dortmund, a organisé la suppression de 13 000 emplois en sept ans. L'hémorragie n'a pas encore vraiment cessé, et la ville a un taux de chômage de plus de 15 %.

En 1981, quand les dirigeants de la Deutsche Bank ont «pistonné» Rohwedder pour la direction de Hoesch, c'est en faisant le calcul que dans cette Ruhr ouvrière qui a le cœur à gauche, un social-démocrate ferait mieux avaler la pilule des licenciements en masse. Voire.

En août dernier, la nomination de Rohwedder à la tête du Treuhandanstalt, c'est-à-dire de l'énorme holding financier chargé de la privatisation des 8 000 entreprises de l'ex-RDA, a été une manière de consécration.

Licencieur et «assainisseur» en grand ! Le résultat ne s'est pas fait attendre : en seulement quelques mois, plus de 700 000 chômeurs officiels et près de 2 000 000 de travailleurs dont l'activité est réduite, parfois à zéro, même s'ils demeurent pour quelques mois encore salariés de leur patron.

Le Treuhand, depuis quelques mois, est devenu la cible d'une multitude de critiques. Certains représentants du monde des affaires ouest-allemand disent avoir été mal servis, ou pas assez vite ou même justifient leur propre

incurie ou rapacité en expliquant les difficultés économiques de l'ancienne RDA par le fait que le Treuhand serait resté gangrené par une bureaucratie d'ex-responsables de l'ancien régime.

Mais surtout, des dizaines de milliers de travailleurs de Leipzig, Berlin, Rostock ou Dresde, qui depuis plusieurs semaines, si ce n'est plusieurs mois, manifestent à répéti-

tion contre le chômage grandissant, les salaires au rabais et l'avenir bouché, ont pris aussi le Treuhand et son chef pour cible.

Ce ne sont pas les balles de travailleurs ou de chômeurs d'Allemagne de l'Est ou de l'Ouest qui ont tué Rohwedder. L'assassinat politique n'est pas dans les traditions du mouvement ouvrier. Mais il est probable que personne non plus, dans la classe ouvrière, ne pleure aujourd'hui le disparu !

Kohl lui-même dit qu'il n'en interrompra pas pour autant la cure d'amaigrissement qu'il poursuit en ce moment en Bavière. Les sueurs froides à l'idée des risques courus lui feront peut-être perdre quelques grammes. Mais que ses gardes du corps se rassurent. Même si Kohl ne pesait plus ses 230 livres, aucun d'entre eux ne serait licencié !

Michelle VERDIER



Manifestants à Zwickau (ex-RDA) : "Kohl nous a menti. Erich (Honecker) nous a trompés".

Grande-Bretagne

LE CHANGEMENT DE NOM DU PC

Le Parti Communiste de Grande-Bretagne (CPGB) vient de se débarrasser de la dernière trace de son passé, son nom. Désormais le CPGB s'appellera Democratic Left (Gauche Démocratique). Ayant depuis longtemps jeté aux orties la faucille et le marteau, il troque également le rouge révolutionnaire pour le vert-violet : le vert des écologistes et le violet des féministes (la couleur des suffragettes anglaises du début du siècle).

Au cours de la conférence spéciale où cette

décision a été prise, il n'y a guère eu de voix pour s'y opposer. Non que les militants soient tous d'accord. Ceux qui ne l'étaient pas, en particulier deux des fractions du CPGB, n'ont même pas eu le droit de le dire. Comme quoi, quelle que soit l'étiquette, on peut rester stalinien !

Ce ravalement de façade achève une évolution amorcée dans les années 60, parallèle à celle du Parti Communiste Italien, et qui a donné lieu à toute une série de scissions.

D'un parti communiste dont les effectifs n'ont jamais dépassé les 45 000 adhérents (au lendemain de la Seconde Guerre mondiale), on en était arrivé à quatre groupes distincts se réclamant de sa tradition. Le CPGB, le plus euro-communiste, était le plus important avec 6 000 membres.

De ces groupes il ne reste désormais de «communiste» que le CPB (Parti Communiste Britannique), défenseur zélé de Gorbatchev, avec un millier d'adhérents autour d'un quotidien au

bord de la faillite, le *Morning Star*. Et, loin derrière, deux petits groupes staliniens, le Nouveau Parti Communiste et le Parti Communiste Révolutionnaire pro-albanais (mais qu'est-ce que cela voudra dire maintenant ?) qui, à eux deux, ne regroupent sans doute pas plus d'une centaine de membres.

En fait, le gros de ce qui avait constitué les forces du Parti Communiste, surtout dans la classe ouvrière, a depuis longtemps déserté ces groupes

déchirés par les querelles d'appareils. Depuis la dernière scission, en 1986, on comptait plus de travailleurs se réclamant de la tradition du Parti Communiste au Parti Travailleur, et surtout au sein des appareils syndicaux, que dans les divers rejets du PC anglais. Mais même ce milieu communiste ouvrier est en voie de disparition, ne serait-ce que par vieillissement.

Aujourd'hui, la place qu'occupait le Parti Communiste Anglais dans les usines, il y a encore vingt ans, reste

toujours vacante et n'a pas été, entre autres, occupée par l'extrême-gauche. Pourtant relativement importante numériquement, celle-ci se cantonne surtout à une présence dans des milieux plus proches de la petite-bourgeoisie que de la classe ouvrière. C'est pourtant de ces militants, essentiellement, que pourrait dépendre la reconstruction d'un mouvement communiste ouvrier, révolutionnaire cette fois.

François ROULEAU

URSS, Roumanie

Le 1^{er} avril, la Roumanie lance la seconde étape de sa «réforme» des prix : tous, à l'exception de ceux de l'énergie, sont libérés. Le 2 avril, en URSS, les autorités décident de doubler, voire quadrupler certains prix fixés par l'Etat (viande, sucre, pain, lait, vêtements pour enfants, transports, etc., d'autres produits échappant désormais à toute réglementation de prix).



Un magasin à Moscou : les prix grimpent, la quantité de produits diminue.

GAMMA

LIBERATION DES PRIX = PAUPERISATION

Au-delà des différences entre la situation sociale et politique de la Roumanie et celle de l'Union soviétique, ce qui frappe est la brutalité avec laquelle ces hausses s'en prennent au niveau de vie de la population, dans un cas comme dans l'autre.

S'agissant de la Roumanie, l'augmentation semble générale, sans qu'il soit

même fait mine de vouloir en atténuer les effets sur la population. A tel point que *Le Figaro* du 2 avril, titrant «Petre Roman (le Premier ministre) met la Roumanie au régime sec», ajoutait : «Libération des prix = pauperisation». C'est le slogan le plus répandu aujourd'hui en Roumanie.

En URSS, les autorités ont prévu de compenser en

partie ces hausses en revalorisant salaires et pensions. Des compensations bien dérisoires, alors qu'avant déjà les prix flambaient dans les magasins à prix réglementés, sans même parler du commerce libre ou du marché noir qui accaparent la majeure partie des produits de première nécessité. La population travailleuse se trouve donc

frappée de plein fouet dans son pouvoir d'achat : les gens qui ont pris d'assaut les magasins d'Etat, à la veille des dernières hausses, n'en doutaient pas un instant.

"Electrochoc à la polonaise"

En Roumanie et en URSS, cela va se traduire – comme dans d'autres pays d'Europe de l'Est ayant récemment procédé à des hausses massives de prix, souvent sous la forme dite de «l'électrochoc à la polonaise»! – par un appauvrissement de pans entiers de la population.

A en croire les dirigeants d'Europe de l'Est – et les économistes chargés de justifier leurs mesures – ce serait là le prix à payer pour la «modernisation» de l'économie de ces pays. Du moins de la «modernisation» à laquelle aspirent les Roman, Ilescu et autres ex-dignitaires roumains du régime de Ceausescu, désormais – tout comme leurs homologues hongrois ou polonais – partisans déclarés du capitalisme. Ceux-ci aimeraient faire croire à leurs peuples que «marché» rime avec bien-être et démocratie. Mais que les régimes d'Europe centrale restent politiquement des dictatures ouvertes ou

qu'ils se prétendent démocratiques, sur le plan social, ils entendent, de gré ou de force, imposer à leur population le remède – «électrochoc». Le bien-être promis a tout d'une sinistre plaisanterie face aux diktats (sur les salaires, la protection sociale, les fermetures d'entreprises) des banquiers occidentaux du Fonds Monétaire International (le FMI aurait promis une «aide» d'un milliard de dollars à la Roumanie, en échange de la libération des prix).

L'objectif déclaré de ces hausses massives des prix en Europe orientale est d'arriver à un alignement sur les prix mondiaux, afin de permettre à ces pays de s'insérer plus complètement dans le «marché» capitaliste mondial. Mais le résultat le plus palpable est un alignement du niveau de vie des populations sur celui du Tiers Monde, sans d'ailleurs que cela remplisse les étagères des boutiques : car on peut avoir des prix à l'occidentale, sans pour autant voir la couleur des marchandises occidentales... ailleurs qu'au marché noir !

Et l'URSS ?

Les autorités soviétiques, elles, se défendent de vouloir forcer le rythme du passage au «marché» (ce

que les partisans d'Eltsine reprochent à Gorbatchev). Mais malgré des détours et reculs temporaires (tel l'abandon du «programme des 500 jours» devant assurer à bref délai le «passage au marché», programme sur lequel Eltsine et Gorbatchev s'étaient, un temps, accordés) ou des précautions de langage (le Kremlin affirme repousser l'idée d'un «électrochoc à la polonaise»), les mesures qu'elles prennent semblent aller dans le même sens qu'en Europe centrale ou dans les Balkans.

L'avenir dira si la bureaucratie soviétique parviendra à réaliser l'aspiration exprimée plus ou moins clairement par ses dirigeants politiques de passer à l'«économie de marché», de restaurer le capitalisme. Mais une chose est certaine : la population paye déjà le prix fort d'une telle éventualité. Par des hausses qui ne résoudront probablement pas les questions d'approvisionnement – sauf pour les couches sociales les plus riches qui ont les moyens d'accéder aux marchés et magasins à prix libres et qui font les beaux jours du marché noir – mais qui rendront la vie encore plus difficile à la majorité de la population laborieuse.

Pierre LAFFITTE

lutte de classe
Union Communiste Internationaliste
Pour un parti mondial de la révolution prolétarienne

class struggle
Internationalist Communist Union
For a world-wide party of the proletarian revolution

lucha de clase
Unión Comunista Internacionalista
Por un partido mundial de la revolución proletaria

N° 38
1991
AVRIL
APRIL
ABRIL

Au sommaire de LUTTE DE CLASSE d'avril - n° 38

- GOLFE : L'après-guerre et ses inconnues.
- URSS : Maintien de l'Union et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.
- EUROPE CENTRALE ET BALKANIQUE : La poussée des nationalismes.
- GUADELOUPE : Les nationalistes, de l'activisme radical à la gestion des affaires.

Envoi contre 12 F en timbres.

SOMMAIRE	CONTENTS	SUMARIO
Golfe L'après-guerre et ses inconnues	The Gulf After the war— an uncertain future	Golfe La postguerra y sus incógnitas
URSS Maintien de l'Union et droit des peuples à disposer d'eux-mêmes	URSS The maintenance of the Union and the right of peoples to self-determination	URSS El mantenimiento de la Unión y el derecho de los pueblos a disponer de sí mismos
Europe centrale et balkanique La poussée des nationalismes	Central Europe and the Balkans The upsurge of nationalism	Europa central y balcánica El ascenso de los nacionalismos
Guadeloupe Les nationalistes : de l'activisme radical à la gestion des affaires	Guadeloupe The nationalists: from open activism to business management	Guadalupe Los nacionalistas: desde el activismo radical hasta la gestión de los negocios

BROCHURES DU CERCLE LEON TROTSKY

Dernière brochure parue :

"LES INTEGRISMES RELIGIEUX, INSTRUMENTS DE LA REACTION POLITIQUE"

(n° 43 - 1^{er} février 1991)

Prix 10 F - Envoi contre 12 F en timbres

DE LA YUGOSLAVIE À LA GÉORGIE

LES NATIONALIS À L'ŒUVRE

Il n'y a pas eu de trêve pascale dans l'expression des mouvements nationaux qui submergent aujourd'hui l'Europe centrale et l'URSS même. Le week-end des 30-31 mars a, au contraire, été marqué par la continuation des affrontements, opposant Serbes et Croates en Yougoslavie, et par un vote en faveur de l'indépendance, lors du référendum organisé en Géorgie, une des républiques de l'URSS.

Yougoslavie : affrontements serbo-croates

En Yougoslavie tout d'abord, des heurts violents ont fait trois morts et onze blessés dans la véritable guerre que se livrent Serbes et Croates. Cette fois-ci, c'est le parc national de Plitvice qui a été l'enjeu des affrontements. Plusieurs unités de l'armée nationale yougoslave ont

dû être engagées pour s'interposer entre les belligérants.

Cette région touristique borde une province enclavée dans la république de Croatie mais peuplée en majorité de Serbes, la province de Krajina. L'été dernier cette région avait été, à

la suite d'un plébiscite local, proclamée autonome. Seulement, cette autonomie ne fut pas reconnue par les autorités croates. Il s'ensuivit donc une succession de tensions parfois violentes entre la police croate et les unités para-militaires mises sur pied par les Serbes.

L'affaire du parc national de Plitvice s'inscrit dans cette opposition. La province de Krajina n'est d'ailleurs pas la seule enclave peuplée de Serbes en Croa-

tie, il existe une autre enclave serbe dans l'Est de la république croate, la région de Pakra, qui revendique elle aussi son rattachement à la Serbie.

Les Serbes, ou plus exactement les dirigeants politiques se trouvant aujourd'hui à la tête de la Serbie, ne se gênent pas pour maintenir sous leur férule des minorités - en particulier les Albanais du Kosovo, - auxquelles ils entendent même rogner quelques droits précédemment acquis. C'est dire que tout en se présentant comme les garants des libertés nationales, les couches dirigeantes serbes, croates, slovènes ou autres, ont une vision bien sélective et étriquée des droits des minorités nationales. Elles ne font en fait que s'appuyer sur des sentiments bien réels qui existent parmi les populations pour asseoir leur propre pouvoir au détriment, et si besoin est contre, les autres nationalités.

Géorgie : indépendance ne rime pas avec reconnaissance des droits

La Géorgie est une des républiques de l'URSS et c'est sans doute un contexte différent de celui qui existe en Yougoslavie. Mais la montée des conflits nationaux procède bien du même phénomène.

L'actuelle Géorgie, qui compte 5,5 millions d'habitants, englobe deux républiques autonomes de langue non géorgienne et où la religion dominante est l'islam : l'Abkhazie (535 000 habitants) et l'Adjarie (385 000 habitants), ainsi qu'une région autonome, l'Ossétie du sud (99 000 habitants).

Les élections au Soviet suprême de Géorgie, qui ont eu lieu à l'automne dernier, ont donné la victoire à une opposition indépendantiste qui s'est empressée de transformer l'ancienne république socialiste soviétique en république de Géorgie. Le 17 mars dernier, les nouvelles autorités géorgiennes ont refusé de participer au référendum sur le maintien de l'Union organisé par Gorbatchev, organisant en revanche ce référendum du 31 mars où était posée la question suivante : «Voulez-vous que soit rétablie l'indépendance de la Géorgie sur la base de l'acte d'indépendance du 26 mai 1918 ?», et où le «oui» l'aurait massivement emporté.

Seulement, si les nationalistes géorgiens revendiquent pour eux l'indépendance, ils ne sont pas prêts à l'accorder aux minorités qui, elles, réclament plus d'autonomie vis-à-vis du pouvoir central géorgien, et le maintien des liens avec l'URSS. L'actuel dirigeant géorgien, Zviad Gamsakhourdia, n'y est pas allé par quatre chemins pour mettre en garde ceux qui s'écarteraient de sa politique en

les menaçant de ne pas leur donner la «citoyenneté géorgienne» s'ils votaient «non». Et, comme il était tout de même étonnant qu'il puisse ainsi connaître les dessous d'un vote théoriquement secret, il s'est empressé d'ajouter : «Les minorités hostiles à la Géorgie sont concentrées dans certaines régions... Les ennemies de la Géorgie ont les armes à la main, il n'est pas difficile de les reconnaître.»

Les nationalistes géorgiens ne se contentent d'ailleurs pas de mises en garde. Ils s'en prennent sans relâche aux populations d'Abkhazie, d'Adjarie ou de l'Ossétie du sud. En 1989 et 1990, ils ont ainsi organisé de véritables expéditions armées à l'encontre des habitants d'Abkhazie, bien des villages de cette république ayant dû faire face aux expéditions punitives de Géorgiens qui venaient faire régner la terreur. Les dirigeants géorgiens ont supprimé l'année dernière l'autonomie de l'Ossétie du sud, qui est depuis le théâtre d'affrontements continus qui ont fait pour le moins 50 morts.

L'indépendance pour la Géorgie oui, mais pas pour les peuples qu'elle domine, tel semble être le crédo des dirigeants de Tbilissi. Et cela d'autant plus que la république d'Abkhazie et celle d'Adjarie sont deux régions parmi les plus riches de la Géorgie. Les deux principaux ports par où transite une grande partie des importants et des exportations sont situés l'un en Abkhazie (Soukhoumi), l'autre en Adjarie (Batoumi). Ces deux républiques ont par ailleurs une agriculture prospère (thé, tabac, fruits tropicaux) et



L'armée yougoslave fédérale sur les lieux d'affrontements entre Serbes et Croates.

MES

Albanie

LE MULTIPARTISME CONSACRÉ MAIS PAS LA LIBERTÉ NI LA FIN DE LA PAUVRETÉ

tionaux

Dernier en date des pays de l'Est à se mettre au goût du jour du multipartisme, l'Albanie vient d'organiser ses premières élections avec la participation de plusieurs partis.

Ramiz Alia, président de la République et chef du parti stalinien Parti du Travail, semblait il y a peu encore défier le vent de changement de régime qui a secoué plus ou moins violemment l'Europe de l'Est entre l'été et l'hiver 1989. Il est vrai que les hauts dignitaires des ex-«Démocraties Populaires» savaient en général que leur maintien à la direction de leurs Etats dépendait de ce soutien de l'URSS que Gorbatchev venait justement de leur retirer. Les dirigeants albanais pouvaient en revanche se flatter d'avoir consolidé leur dictature en toute indépendance.

Nusca / Gamma



Ramiz Alia, ancien dirigeant du pays, fête la victoire de son parti.

Enver Hoxha, prédécesseur de Ramiz Alia, a su s'appuyer en 1948 sur les Soviétiques pour se débarrasser de ses tuteurs Yougoslaves, puis sur les Chinois en 1961 pour se débarrasser de ses tuteurs Soviétiques, et enfin finir par rompre également avec la Chine. Il s'appuyait à fond sur le nationalisme pour rendre son appareil d'Etat indépendant des ingérences étrangères - et sur l'appareil d'Etat pour rendre son régime indépendant de son peuple.

Il a suffi pourtant qu'une partie de la population - essentiellement la petite bourgeoisie des villes - bouge, d'abord en juillet 1990 en prenant d'assaut les ambassades occidentales, puis cet hiver au travers de manifestations, pour que Ramiz Alia comprenne que, en Albanie comme dans les autres Démocraties Populaires, il fallait changer de régime pour continuer à tromper le peuple. Et voilà donc que

depuis moins d'un an, les églises et les mosquées naguère fermées s'ouvrent ; l'activité des partis d'opposition est tolérée, comme d'ailleurs le petit commerce ; et on est en train de réformer la Constitution, non seulement pour y faire rentrer le multipartisme, mais pour en enlever des articles décidément pas faits pour plaire en Occident, comme celui par exemple d'interdire non seulement les investissements, mais

le simple recours aux crédits étrangers.

En réponse aux aspirations démocratiques des masses, Ramiz Alia a donné ce qu'il a pu : c'est à dire, pas grand-chose.

Est-ce d'avoir pris l'initiative de cette «démocratisation (?)» qui lui a permis de gagner les élections, en s'assurant quelque 65 % des votes au premier tour ? Est-ce au contraire parce que le parti, il y a peu encore unique, impose encore sa

mainmise sur les campagnes ? Laissons les journalistes de la grande presse gloser sur la question. D'autant qu'il se peut qu'une partie des électeurs du parti stalinien aient voté pour ce dernier, simplement pour ne pas voter pour l'opposition et les changements qu'elle préconise, dans le domaine de la propriété privée, de la terre notamment.

Remarquons seulement la stupidité orientée de cette grande presse qui met sur le dos de ce qu'elle appelle «quarante-cinq ans de dictature communiste» tout à la fois la pauvreté, l'absence de démocratie, etc. Mais avant même que le parti stalinien accède au pouvoir, l'Albanie a été, de loin, le pays le plus pauvre de l'Europe (le premier chemin de fer ne fut construit qu'en 1942, pendant la guerre). Sauf à être d'une crétinerie illimitée, qui donc pouvait parler de démocratie à propos d'un pays dirigé par une dynastie royale désignée par les puissances occidentales, maintenu dans une barbarie moyen-âgeuse par une petite caste de beys locaux, de trafiquants italiens ou allemands, de curés et de mollahs, et où les femmes se vendaient et s'achetaient comme des esclaves ? La dictature stalinienne a fermé églises et mosquées, chassé les beys et les trafiquants étrangers. Mais elle a mis à leur place une «nomenklatura» bureaucratique, pas pire que les couches dirigeantes précédentes mais pas mieux non plus et, en tout cas, incapable de sortir le pays de la pauvreté.

C'est cette «nomenklatura» qui se défend au travers de Ramiz Alia et du Parti dit du Travail. Ce dernier a donc gagné les élections, mais il n'est pas

dit que les actuels dirigeants seront pour autant sauvés. La «nomenklatura» qui saura se fondre avec la petite bourgeoisie commerçante en train de renaître, pour constituer ensemble la couche privilégiée locale, pourra se trouver d'autres représentants politiques, si la protestation de la rue continue dans les villes (ce que le regain et la violence des manifestations à Shkoder et Tirana laisserait supposer). A défaut d'autre chose, une partie du personnel politique du parti ex-stalinien rejoindra l'opposition dite démocratique.

La couche dirigeante albanaise et ses représentants politiques finiront peut-être - mais ce n'est pas sûr - par rejoindre ce que la presse appelle «l'Europe démocratique». Mais pour les classes pauvres, il y aura encore et toujours la misère ; il y aura encore et toujours les bateaux pris d'assaut non plus pour «fuir le communisme» mais pour fuir la pauvreté, avec l'illusoire espoir que l'Europe riche ou l'Amérique offriront aux pauvres le droit de vivre correctement, alors qu'elles ne leur offrent que les frontières fermées et la chasse à «l'immigration sauvage».

Ces premières élections, c'est peut être la fin de la variante stalinienne de la dictature en Albanie, et sans doute, la consécration de la «libre entreprise». Mais ce n'est ni la fin de la pauvreté, ni le début de la liberté pour les classes pauvres. Pour cela, il faudra d'autres combats, venant cette fois des classes exploitées elles-mêmes, non pas les yeux fixés sur l'Occident, mais au nom des intérêts de classe du prolétariat.

Georges KALDY

Le "devoir de réserve"

L'ÉTAT REFUSE LA TRANSPARENCE

Bernard Tong-Viet, inspecteur-vérificateur des impôts, vient d'être «suspendu». On lui reproche d'avoir écrit deux livres pour dénoncer les pratiques du fisc qui, selon lui, lèsent les contribuables.

Il avait fait publier ses ouvrages sous un pseudonyme. Mais comme Michel Charasse, le ministre du Budget, l'accusait de «manquer de courage» parce qu'il avançait «masqué», l'inspecteur des impôts a dévoilé son vrai nom. Aussitôt fait, il est sanctionné : suspendu, par Charasse lui-même, conjointement à Bérégovoy. Les pratiques dénoncées par Bernard Tong Viet - entre autres que les inspecteurs-vérificateurs des impôts ont intérêt à laisser des entreprises s'enfermer plusieurs années dans des erreurs de calcul de TVA parce qu'ils perçoivent des primes d'autant plus importantes que les sommes d'argent qu'ils font «rentrer» sont grosses, qu'ils voient leurs supérieurs leur ôter sans explications certaines affaires, etc. - semblent concerner surtout des catégories qui ne comptent pas parmi les plus pauvres de la population.

C'est évidemment le fameux «devoir de réserve» des fonctionnaires qui est en cause. Lundi 1^{er} avril, Michel Charasse s'est même payé le luxe de «s'étonner» que l'inspecteur en question «soit étonné de cette suspension, car un fonctionnaire a des devoirs de réserve et de discrétion personnelle», et le ministre d'ajouter : «Le secret administratif a été violé, et si on laisse faire des fonctionnaires de cette manière, nous ne sommes plus en République, et c'est la dictature et l'anarchie».

Pour Charasse ou Bérégovoy, pour ceux qui nous gouvernent et les possédants qu'ils représentent, «le désordre et l'anarchie», ce n'est pas les affaires que Bernard Tong-Viet dénonce - personne n'a mis en doute leur véracité. De même que personne n'a vraiment contesté la véracité des affaires dénoncées par l'inspecteur de police Antoine Gaudino, sanctionné, lui, pour avoir relaté comment son enquête sur les financements pas très catholiques des partis politiques avait été étouffée.

Ce qui gêne tous ces gens-là, c'est avant tout l'idée même que le public - la population - puisse penser qu'elle a le droit de savoir ce qui se passe dans les coulisses de l'Etat. Même pas le droit de contrôle sur ce qui se passe, qui serait pourtant un droit des plus légitimes, si l'Etat était au service de la collectivité, comme il le prétend, mais tout simplement celui de savoir !

Les fonctionnaires, au service de l'Etat, sont théoriquement au service de la population. Mais les bourgeois qui comptent sur l'Etat pour servir leurs privilèges et garantir leur position sociale contre les plus pauvres

tiennent à ce que tout cet appareil reste au-dessus de la population et incontrôlable par elle. Et si quelques-uns des bourgeois, en général petits, s'estiment lésés et voudraient bien voir certaines affaires rendues publiques, cela ne change rien à l'affaire.

Les hauts serviteurs de l'Etat savent cela par cœur. Et quand quelques-uns des leurs pour une raison ou pour une autre, (pas toujours dénuée elle aussi d'ailleurs de calcul) s'écartent de cette ligne de conduite, il n'y a qu'à voir avec quelle rapidité ils sont rappelés à l'ordre !

Sylvie FRIEDMAN

A Lyon ça ne sent pas la rose : LE PLOMBIER ... ET LE CHEF DE CABINET

Des gens «infiltrés» dans les équipes de propagande de l'adversaire politique, un cambriolage organisé pour s'emparer des disquettes, listings, photocopies de factures et autres dossiers des «soutiens» au candidat, des sociétés de surveillance qui combinent le tout et négocient leurs services : on se croirait dans un roman policier pseudo-politique.

Pas du tout, ça se passe - ou plutôt, ça se serait passé - à Lyon, il y a deux mois lors de la campagne électorale des législatives partielles. Le candidat espionné et cambriolé n'est autre que Pierre Botton (RPR), le propre gendre et pourfendeur de Michel Noir (ex-RPR), qui dans la circonscription voisine rebrigua les suffrages de ses électeurs. On se souvient de l'affaire : Michel Noir et Jean-Michel Dubernard à Lyon, Michèle Barzach à Paris, venaient de démissionner bruyamment du RPR et de leur poste de député. Leur but ? Rénover, dynamiser, aérer le vieil appareil RPR et la vie politique. Place aux jeunes qui refusent d'épouser les querelles (mais pas les ambitions) de leurs aînés ! Bref de l'air prétendu frais dans les vieux couloirs de la politique.

Aujourd'hui, il semble bien que cet air frais sente déjà le moisi. Pierre Botton qui se présentait contre Jean-Michel Dubernard, l'ami politique de Michel Noir, porte plainte : le cambrioleur a avoué et affirmé que l'affaire avait été commanditée par Bernard Sarroca, le chef de cabinet (rien de moins) de Michel Noir.

Après les démentis d'usage, Bernard Sarroca a démissionné de son poste afin de mieux «préparer sa défense».

Bien sûr, la justice suit son cours, bien sûr tout cela n'est ni prouvé, ni avéré. Mais cela ne serait guère surprenant et encore moins nouveau dans la vie politique française. Il n'y a pas si longtemps que le SAC faisait encore parler de lui et de la pire façon.

De coup bas en coup bas, la «moralisation de la vie politique» dont on parle tant est vraiment bien partie.

C. B.



Un député UDF du 16^e arrondissement de Paris a raconté qu'une fois, il a voté pour 160 absents au Parlement. Si, comme les députés, les travailleurs pouvaient aussi toucher leur paye en venant que de temps à autre et en se faisant pointer par les copains... Non ce n'est pas possible, ça se verrait autrement que pour eux. Les députés, eux, on se demande toujours ce qu'ils font et de quoi ils décident. Car les puissances d'argent ont bien plus de poids qu'eux sur le gouvernement. Alors, absents ou présents...

INTRODUCTION À LA VIE DES VOTES

Mgr Lefèvre, dit Monseigneur d'Ecône, s'est décidé à mourir, en prélat respectueux de la tradition. A quelques jours près il a raté le Vendredi Saint, ce qui aurait donné de la classe à son décès, mais nul n'est parfait. A l'heure qu'il est, il doit assommer de latin Saint Pierre ou Belzébuth selon l'endroit où on l'a expédié.

Du même coup Le Pen vient de perdre un supporter qui lui apportait, avec la voix divine, les voix de quelques électeurs. Mais qu'est-ce qui empêche de transformer l'urne funéraire en urne électorale, en continuant à faire du show latin ?



LA CONSTRUCTION DE PACOTILLE TUE !



Toute une cage d'escalier d'un bâtiment d'HLM de Salbris, dans la banlieue d'Orléans, s'est effondrée comme un château de cartes, soufflée par une explosion de gaz. Quatre étages ont été réduits en miettes en un clin d'œil, et les occupants des seize appartements détruits, ensevelis sous les débris ou précipités dans le vide. Deux habitantes ont été tuées et dix-huit occupants blessés dont un très grièvement brûlé.

Six mois plus tôt, dans

un grand ensemble de Massy, en banlieue parisienne, le bilan avait été plus lourd encore : sept morts et huit blessés graves avaient été relevés. La déflagration, survenue là aussi à la suite d'une fuite de gaz, avait eu exactement les mêmes effets : seize logements avaient été pulvérisés.

En fait, bien des constructions ne respectent pas les règles qui prescrivent l'utilisation d'armatures métalliques suffisantes pour conserver la struc-

ture de l'immeuble malgré le souffle de l'explosion. C'est ce qu'ont reconnu dans le cas de Massy - mais la construction de Salbris est identique - les experts de la Direction de la construction, chargés en principe de veiller à la salubrité des édifices.

Tous ces logements sociaux ont été bâtis à la va-vite, en économisant sur le coût et la qualité. Combien d'accidents faudra-t-il pour qu'ils soient rebâti correctement ?

P. V.

Suppressions d'emplois dans l'informatique

LE VIRUS DU PROFIT

Faisant suite aux annonces faites cette année de 8 000 suppressions d'emplois chez DEC et de 8 500 chez Bull, c'est maintenant le tour d'IBM d'en annoncer 10 000, dans l'ensemble de ses usines. L'industrie informatique est-elle en crise ? En tout cas, comme bien d'autres, ses patrons semblent décidés à licencier autant qu'ils le jugeront bon.

Il est vrai qu'en proportion des effectifs des uns et des autres, le chiffre annoncé par IBM peut paraître modéré : 10 000 suppressions d'emplois oui, mais sur 373 000 salariés dans le monde à la fin 1990. A ceci près que, depuis 1986, IBM a quand même déjà supprimé 27 000 emplois pendant que, dans la même période, son chiffre d'affaires par employé augmentait de 45% !

Ce confortable gain en productivité ne suffit quand même pas à IBM. En même temps qu'il annonce cette nouvelle charrette de suppressions d'emplois, le trust met de côté 12 milliards de francs pour financer ses plans de restructuration dans l'année, ce qui représente quand même plus d'un tiers de ses bénéfices annuels. C'est tout dire de

l'ampleur des plans en question. C'est dire aussi qu'IBM n'a pas l'air d'être en mal de trésorerie.

Sans doute Bull, l'appendice informatique d'une industrie française quelque peu nécessitée en matière technologique, en est-il à pleurer sur ses 7 milliards de déficit et à faire connaître sa misère à coups de pages de publicité dans la presse dans l'espoir de se faire attribuer une rallonge aux subventions gouvernementales dont il vit depuis toujours ?

Mais IBM a bien d'autres soucis, celui de rester le numéro un de l'informatique mondiale, place que personne il est vrai n'est en mesure de contester sérieusement pour l'instant. Mais surtout le souci de maintenir ses profits dans un marché qui risque d'être rétréci par la récession.

Le problème d'IBM, comme de tous les secteurs industriels, est que le marché n'est pas illimité et que, pour l'étendre il n'y a qu'un moyen : créer de nouveaux besoins, artificiellement, grâce à des matériels plus performants et moins chers que les clients se sentent obligés d'acquiescer.

Or, en matière informatique plus encore que dans la plupart des secteurs, l'innova-

tion coûte cher, si cher que même un trust comme IBM cherche à faire partager à d'autres les investissements et surtout les risques attachés à la recherche. Et ce d'autant plus quand les avancées technologiques vont à grands pas comme c'est le cas depuis une dizaine d'années. Le fin du fin étant de conserver un monopole de fait du marché, grâce à une image de marque et à un circuit de distribution omniprésent, quitte à y vendre des produits qui n'ont d'IBM que la marque, ou presque.

Tel est le sens de la restructuration actuelle d'IBM. D'un côté il revend des secteurs de fabrication où les profits sont réguliers mais médiocres, comme les imprimantes et les équipements de transmission. De l'autre il s'assure le contrôle ou passe des accords avec des petites sociétés innovatrices qui lui apportent une partie de la technologie nouvelle dont il a besoin.

Et tant pis si, au passage, quelques milliers de salariés IBM se retrouvent à la rue. Sans doute sont-ils censés se consoler en pensant à l'avenir doré qu'espèrent les actionnaires d'IBM ?

François ROULEAU

Renault (Cléon)

UN LICENCIEMENT CRAPULEUX

A l'usine Renault-Cléon, près de Rouen, un travailleur d'origine mauritanienne a été licencié fin février par la direction. Celle-ci lui reproche de ne pas s'être présenté à son poste de travail le 5 novembre 1990 et d'avoir par conséquent commis "un manquement grave", terme employé par la direction dans la lettre de licenciement.

En fait de "manquement grave", ce camarade, qui se trouvait en congés dans son village a été mis en résidence surveillée sur ordre des autorités dans un autre village près du fleuve Sénégal, à la frontière entre la Mauritanie et le Sénégal. Son crime est d'avoir épousé une femme

sénégalaise de son ethnie et de l'avoir ramenée dans son village de l'autre côté du fleuve.

Il est en effet interdit par la législation de la Mauritanie de se marier avec des personnes de nationalité sénégalaise. Depuis bientôt deux ans, les deux pays sont au bord de la guerre. Des villages près du fleuve ont été incendiés, le bétail volé, des milliers de Mauritaniens d'origine africaine ont été jetés en prison ou assassinés et au Sénégal, le gouvernement a riposté en expulsant tous les Mauritaniens d'origine arabe...

Tout cela, la direction le savait d'autant plus que les associations de travailleurs mauritaniens se sont

mobilisées sur les foyers de l'agglomération pour alerter la direction de l'usine et lui demander de maintenir ce camarade sur la liste des effectifs.

Des courriers ont été envoyés aux députés et ministres pour leur demander d'intervenir auprès du gouvernement mauritanien. Pour toute réponse, la direction de l'usine a promis d'examiner son cas et d'attendre jusqu'à début février. C'est donc en toute connaissance de cause qu'elle a choisi de licencier ce travailleur après qu'il a travaillé 18 ans à Cléon.

Elle pouvait très bien considérer ce camarade en congés sans solde et attendre son retour à l'usine

sachant aussi que des prisonniers ont été libérés et amnistiés ces dernières semaines.

Eh bien, la direction qui au niveau de l'usine vient d'annoncer 450 suppressions de postes dont 250 FNE, a saisi l'occasion pour se débarrasser d'un travailleur à bon compte ! C'est d'autant plus ignoble que depuis peu, ce camarade ne se trouverait plus en résidence surveillée en Mauritanie. Il reste dans une situation d'autant plus précaire - à la fois aux yeux des autorités mauritaniennes comme des autorités françaises, qu'il est maintenant sans emploi !

Correspondant LO

Postes et Télécommunications

L'élection des nouveaux Conseils d'administration

RÉSULTATS DES ÉLECTIONS DU 26 MARS 1991 AUX DEUX CONSEILS D'ADMINISTRATION

	POSTE		TELECOMS	
	318 000 inscrits 274 000 votants		172 000 inscrits 148 000 votants	
CGT	36,94%	3 élus	35,8%	3 élus
CFDT	26,66%	2 élus	33 %	3 élus
FO	26,38%	2 élus	20 %	1 élu
CFTC	7,2 %		6,9%	
CGC	2,9 %		4,3%	

TOUS LES SYNDICATS, PLUS LE MINISTRE, CRIENT VICTOIRE

Paul Quilès, ministre des Postes, s'est félicité de la forte participation du personnel à l'élection, le 26 mars, des représentants du personnel aux tout nouveaux Conseils d'administration de la Poste d'une part, des Télécommunications de l'autre. Quant au représentant de la CFDT, il se félicitait, lui, jeudi 28 mars au soir à la télévision, de la progression de la CFDT.

Que de cris de victoire pour pas grand-chose !

En fait, en ce qui concerne la participation, le ministre et les syndicats y tenaient tant qu'ils ont fait du battage. Mais la participation a été habituelle pour des élections professionnelles semblables dans les PTT : entre 80 et 85 %.

Pour les résultats, la comparaison est plus diffi-

cile puisque c'était la première élection de Conseils d'administration. En effet, c'est dans le cadre de la séparation depuis le 1^{er} janvier dernier, des PTT, entreprise d'Etat, en deux entreprises publiques autonomes, la Poste d'une part (postes et services financiers, CCP et Caisse

d'Épargne), les Télécommunications de l'autre, que chacune des deux a été dotée d'un Conseil d'administration, chargé de la gérer, sous tutelle de l'Etat.

Ces Conseils d'administration sont composés l'un et l'autre de 21 administrateurs, sept représentants du gouvernement, sept représentants des « usagers », en fait des représentants du patronat et des entreprises nommés par le gouvernement, et sept représentants syndicaux, élus donc le 26 mars.

Si l'on regroupe ensemble les résultats des élections du 26 mars à la Poste et aux Télécoms, pour comparer à des élections précédentes du même type, les élections aux Commissions paritaires de l'ensemble des PTT en 1989, les résultats de cette année

donnent : 36,55 % pour la CGT, 28,77 % pour la CFDT, 24,25 % pour FO (plus 7,05 % à la CFTC et 3,2 % à la CGC). En mars 1989, les élections aux Commissions paritaires des PTT avaient donné : 35,14 % à la CGT, 24,25 % à la CFDT et 20,2 % à FO.

On le voit, les résultats d'aujourd'hui ne sont pas très différents de ceux d'il y a deux ans. D'autant que si CGT, CFDT et FO peuvent tous trois se vanter d'avoir gagné des voix, c'est en partie du fait de la mise à l'écart du syndicat SUD, syndicat constitué d'exclus de la CFDT à la suite des mouvements de grève de l'automne 1988. Le SUD avait obtenu 5 % des voix nationalement en 1989, mais n'a pas eu, cette fois, le droit de présenter des listes : un cadeau du

ministre aux autres syndicats. Et la CFDT qui avait eu 24,45 % des voix en 1989, et 28,77 % aujourd'hui, en avait eu 26,45 % aux élections de 1986, avant la scission du SUD.

Les résultats de ces élections du 26 mars ne dénotent donc pas un changement sensible du rapport de force entre les syndicats. Et la réforme des PTT, dénoncée par certains, surtout par la CGT, soutenue par la CFDT qui s'en est faite la vraie propagandiste, se met en place.

Cette réforme consiste surtout à donner aux directions de la Poste et des Télécommunications plus de liberté de manœuvre pour se lancer dans des opérations financières diverses : on l'a vu récemment avec le rachat par les Télécoms d'une partie des

téléphones argentins privatisés. Grâce à cela, les trusts français de l'électronique auront leur part du gâteau de la refonte et du développement du réseau téléphonique de ce pays.

Pour faire passer plus facilement la réforme, des réajustements de salaires ont eu lieu : 200 F d'augmentation en 1990, 200 F en 1991 et 100 F à venir en 1992 environ. Mais dans le cadre de cette réforme, les directions de la Poste et des Télécoms visent aussi, à terme, à rentabiliser la gestion de leur personnel, et l'on assiste pour l'instant à quelques grignotages sur le nombre de jours de repos par-ci, l'économie de quelques postes de travail par-là, la mise en place de nouveaux horaires ailleurs.

Correspondant LO

Belin (Evry - 91)

TROP DE CADENCES, ON CROISE LES BRAS

Chez Belin, à Evry, on nous parle beaucoup en ce moment de qualité. Mais, la qualité, on aimerait bien en voir les conséquences sur nos conditions de travail. Et ce n'est pas le cas. Ainsi au Conditionnement, où on a installé une nouvelle ligne pour les biscuits «cookies», on doit travailler les uns sur les autres. S'ils pouvaient nous faire travailler dans un paquet de gâteaux, ils tenteraient probablement le coup !

Résultat : tous les postes sont resserrés. Aux collectivités, la mise en paquet se fait juste au-dessous du convoyeur d'une autre machine. Et ces derniers temps, aux «pépitos», la cadence s'est particulièrement accélérée, rendant les conditions de travail insupportables. Dans le secteur, la même semaine, on a compté jusqu'à 12 arrêts maladie.

Eh bien, c'est justement contre cette situation -

cadences, manque de mécanos - que plusieurs dizaines d'ouvrières du Conditionnement ont exprimé leur mécontentement en débrayant. Mardi 26 mars à 13 h 30, 50 travailleuses, soit la quasi-totalité de l'équipe d'après-midi de l'atelier, ont refusé de prendre leur poste avec le soutien de dix de leurs camarades du matin. Au directeur de production qui voulait s'en mêler, on fit rapidement comprendre que c'était au directeur de l'usine qu'on voulait parler.

Il arriva 5 minutes après dans l'atelier accompagné de la chef du personnel.

Et là, on y est tous allés de bon cœur : «On n'est pas des pions !». «J'ai 25 ans, dans 5 ans, je ne veux pas être invalide». «Moi, je devais réparer les machines, et mes outils sont toujours au vestiaire» a rajouté un autre qui attend toujours d'être nommé mécanicien.

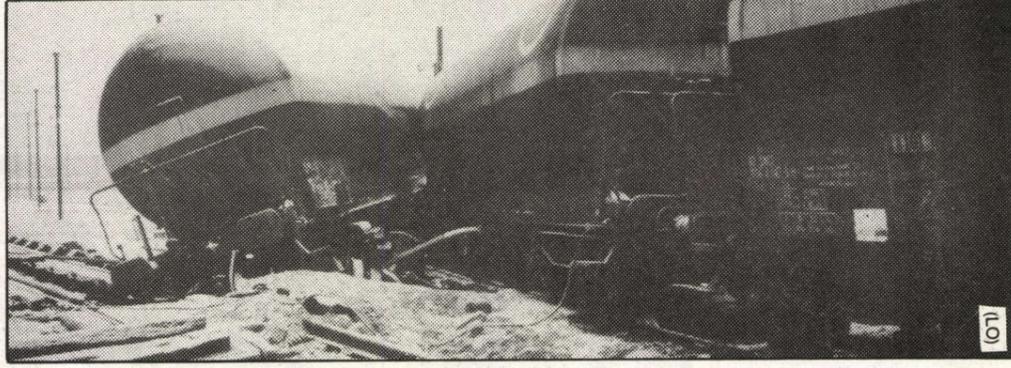
La séance a duré 1 h 1/4 et le directeur a bien dû nous écouter jusqu'au bout. De notre côté, on a enregistré ses promesses, et après avoir eu l'assurance que le débrayage serait payé, nous sommes retournées à nos postes.

Le soir même, les cadences baissaient aux «pépi-

tos» (le poste le plus pénible) et plusieurs machines étaient réparées. Il n'y a pas à dire : un directeur est bien plus rapide à trouver des solutions positives lorsqu'on lui parle tous ensemble à deux doigts des moustaches.

Correspondant LO





SNCF (Orléans)

Mardi 26 mars, vers 19 h 30, au Triage SNCF des Aubrais, un train d'une trentaine de wagons (1 000 tonnes) chargé de graines de tournesol rentrait sur une voie de relais. Le douzième wagon a déraillé et s'est couché sur la voie, entraînant le déraillement des quatre autres wagons situés derrière.

Les dégâts matériels sont importants : le wagon déraillé a quitté la voie au niveau d'un poste d'aiguillage, arrachant une partie des voies, des aiguillages et des transmis-

sions du poste 6. Le camarade du poste en a été quitte pour une belle frayeur puisqu'un poteau caténaire s'est couché sous le choc du déraillement, passant à peu de distance des baies vitrées du poste d'aiguillage. Le premier wagon déraillé s'est ouvert comme une boîte de sardines, laissant s'écouler sur le ballast plusieurs tonnes de graines de tournesol !

Les réactions des cheminots du Triage, et en premier lieu de ceux qui travaillent au Poste 6, ont été unanimes pour dire que cela devait arriver tôt ou tard : les installations du poste sont vieilles, de nombreux dérangements y sont signalés régulièrement mais l'entretien n'y est fait

qu'au coup par coup, quand on est à la limite de la rupture. Jusqu'au jour où, comme ce mardi 26 mars...

Les réactions des représentants de la direction, elles, ont été à la hauteur de ce que l'on attendait ! Les premières tentatives d'explication de ce déraillement, pour une partie de ces messieurs, ont été que cela se serait produit à cause d'un attelage qui aurait été trop peu serré par le camarade qui avait formé le train. La bonne vieille recette de l'erreur humaine ! Mais ils semblent qu'ils aient dû quand même renoncer à cette hypothèse.

Car la réalité crève tout de même trop les yeux : les voies de service, celles des ensem-

bles ferroviaires que sont les triages, sont les premières à souffrir des économies d'entretien menées par la direction, parce qu'aucun train de voyageurs ne circule dessus. Economies d'entretien qui se traduisent aussi par des économies d'effectifs. Les cheminots de l'Équipement (ceux qui réparent et entretiennent les voies) en savent quelque chose, puisque la dernière restructuration, il y a deux ans, a supprimé une quarantaine de postes, et qu'il manque même actuellement une vingtaine de cheminots sur les 230 que compte la section, par rapport à l'effectif prévu par cette restructuration. Et les rares embauches prévues ont été gelées par les nouvelles mesu-

res d'austérité prises par la direction pour « cause de guerre du Golfe » !

Alors, rien d'étonnant à ce que les déraillements, en particulier dans les triages, deviennent de plus en plus fréquents : il y a quelques mois, un train avait arraché plus de 350 mètres de voie au Poste 3, le poste opposé.

Ces accidents, impressionnants, ne font pas la Une des journaux, la SNCF ne s'en vante pas. Quand ils ne font que des dégâts matériels, les cheminots du Triage en viennent même à dire que « c'est la seule manière aujourd'hui d'avoir des voies neuves » !

Mais ces accidents à répétition les inquiètent aussi à juste raison : les wagons qui dérail-

lent ne seront pas toujours chargés de tournesol et le déraillement de Saint-Denis-Jargeau (une petite ligne marchandise à une vingtaine de km des Aubrais), il y a quatre ans, où un wagon chargé de 60 tonnes de gaz liquide s'était transformé en torchère pendant plus de trois heures, est revenu à la mémoire de tous.

Alors quand la direction SNCF transforme le ballast des voies en champ de « soleils » c'est plutôt l'ironie qui domine, mais beaucoup de cheminots pensent aussi qu'il faudrait arrêter les expériences de ces « professeurs Tournesol » !

Correspondant LO

SNCF (Paris-Austerlitz)

NON À UNE MISE À LA PORTE !

Il y a deux mois, un jeune de 21 ans en contrat à durée déterminée, travaillant au Centre de Renseignements Téléphonés (CRTV) de la Gare de Paris-Austerlitz, se retrouvait à la rue, car la SNCF refusait de l'embaucher comme cheminot, comme elle le fait en général. Prétexte invoqué : les tests de psychologie que la SNCF fait faire par ses propres services, et qu'elle déclarait mauvais.

Notre camarade refusa ce fait accompli et décida de le faire savoir autour de lui. Une pétition commença à circuler, puis un premier débrayage fut organisé pour aller voir le chef d'établissement, avec le soutien des syndicats CGT et CFDT, à une cinquantaine. Là, la direction accorda une prolongation de deux mois, mais assortie d'un nouveau passage en psychologie.

Quelques semaines plus

tard, elle annonçait le résultat de ce nouveau test : « mauvais » une fois de plus, et donc à nouveau la porte. Immédiatement, une première réaction entraîna un débrayage. Mais surtout, quelques-uns des agents du CRTV ont cette fois entrepris de s'adresser aux autres services de la gare, puisque le seul CRTV ne faisait pas reculer la direction. Nous nous sommes bientôt retrouvés une petite dizaine pour aller discuter, jour après jour, aux Recettes, au Transport, ou même à la Manœuvre, à 3 kilomètres de là.

Partout, les cheminots relevaient que notre camarade avait peut-être une mauvaise « psycho », mais qu'il avait été bon pour faire le travail durant dix mois sans problème. Nous avons alors décidé d'appeler à un débrayage pour le 28 mars ; à la veille de la date limite du dernier

contrat, en demandant aux organisations syndicales de déposer un préavis, et de nous soutenir. La CFDT, seule, a édité un tract en ce sens.

Le 28, nous étions une soixantaine, et seulement une trentaine du CRTV. La direction a reculé tout de même un peu puisqu'elle a proposé un CDD dans une autre gare avec une formation pour un poste de vendeur, mais après deux mois de rupture de salaire. Comme elle refusait notamment de préciser la durée de ce contrat, nous avons décidé d'appeler une nouvelle fois à débrayer.

Mais le lendemain, nous n'étions pas plus, et la direction n'a plus bougé d'un pouce. Il reste que c'est de notre action que dépendra la garantie d'une embauche pour notre camarade.

Correspondant LO

Matra-Automobiles (Romorantin)

Les cadences, ça vous met en boule !

Matra-Automobiles, à Romorantin, qui fabrique les Espace Renault, emploie plus de 3 000 personnes sur 3 usines.

A l'usine principale, vendredi 30 mars, la production a été bloquée plusieurs heures après un coup de colère de plusieurs centaines d'ouvriers des secteurs Peinture et Mécanique, rejoints par une partie des ouvriers des autres secteurs.

L'Espace qui, à l'origine, en 1985, était prévue pour 50 exemplaires par jour maximum, a vu sa production multipliée par quatre pour passer à plus de 200 voitures par jour fin 1990. Dans l'usine principale nous étions plus de 2 300 dont pratiquement 1 000 sous contrat à durée déterminée (CDD) de neuf mois pour la plupart.

Au début de l'année, la direction a lancé un nouveau modèle d'Espace et licencié en deux mois près de 300 CDD, auxquels elle expliquait qu'elle réembourserait avec la nouvelle voiture.

La montée en production du nouveau modèle s'est faite en février et mars, mais sur les chaînes la direction s'est arrangée pour mettre toujours le minimum de personnel pour le maximum de travail demandé. Beaucoup, en Peinture et en Mécanique, n'arrivaient pas à finir leur travail sur chaque voiture. Les petits chefs étaient toujours là pour rappeler : « Tu as encore oublié ça ». « Il ne faut pas monter ça comme ça », etc.

En deux semaines, fin mars, la cadence a été triplée. Lancé à 4 par heure, le nouveau modèle atteignait 12 par heure - 192 par jour - pratiquement l'équivalent de ce que nous produisions fin 1990, mais avec pour cette voiture nouvelle plus de travail sur chaque poste. Du coup, il y a de plus en plus de voitures avec des défauts et des pièces manquantes, et les pressions exercées par la maîtrise et les régleurs ont fait monter la tension.

C'est ainsi que vendredi 30 mars au matin, plus d'une centaine de travailleurs ont arrêté d'eux-mêmes le travail, disant qu'il ne faut pas nous prendre pour des robots, qu'il n'est pas question de travailler dans ces conditions. A une bonne partie de la Mécanique et de la Peinture, se sont joints des gars du Garnissage et de la Finition. La production était complètement paralysée. Dans toute l'usine le mouvement était vu avec sympathie et a fait discuter. La CGT a proposé des cahiers de revendications demandant l'emploi d'effectifs supplémentaires sur les chaînes, une amélioration des conditions de travail et une augmentation de 600 F.

Voilà quelle était la situation dans l'usine à la veille du week-end de Pâques. A trop tirer sur la corde, la direction va peut-être finir par la prendre dans la figure.

Groupe Malakoff

LA DIRECTION TENTE DE S'ATTAQUER AUX HORAIRES

Le Groupe Malakoff, c'est à 70 % la retraite complémentaire et pour le reste la «prévoyance», c'est-à-dire les remboursements complémentaires maladie et invalidité et l'assurance vie. Sur ce terrain existe la concurrence avec les autres mutuelles d'une part et surtout, depuis la loi Evin, avec les compagnies d'assurances.

Alors, pour se maintenir, la direction s'active... pour demander au personnel de «se plier aux nouvelles contraintes». Il faudrait, selon ce qu'elle a déclaré au

dernier CCE, être disponible de sept heures du matin à vingt heures et mettre en place un système d'heures supplémentaires deux ou trois périodes par an quand

il y a «des pointes» dans les services. C'est là-dessus qu'elle demande un consensus aux organisations syndicales. Ce qui ne lui est pas acquis : les syn-

dicats CGT, CFDT et FO continuent de dénoncer les heures supplémentaires et demandent des effectifs supplémentaires, notamment l'embauche en fixe de tous les employés en contrat à durée déterminée. Les syndicats ont également réagi contre une tentative de la direction d'ouvrir, le mardi de Pâques, jour chômé au Groupe Malakoff.

La surcharge de travail est peu liée à de nouveaux travaux, c'est surtout le fait de la diminution d'effec-

tifs : entre les licenciements des plus de 56 ans et l'encouragement aux départs volontaires, il y a une centaine de salariés de moins par an. Dans les services, les pressions pour travailler plus se font sentir. De nouveaux services ont recours aux heures supplémentaires, comme le mois dernier dans un service où le travail est indispensable pour la rentrée des cotisations.

C'est essentiellement des employés temporaires qui sont venus les samedis. Dans les services où la surcharge de travail est importante, il y a des pressions

pour le report des congés payés, contre la prise de journées de récupération du «bonus» d'horaire mobile. Il y a également eu des listes d'inscription pour venir travailler le mardi, lendemain de Pâques, alors qu'officiellement c'était un jour à bureaux fermés. Au total une vingtaine de personnes se sont inscrites. On est loin du consensus dont rêve la direction, mais elle enfonce des coins contre les avantages acquis dans une entreprise jusque-là relativement libérale pour les horaires et les congés.

Correspondant LO

Saisonniers à la station Saint-Lary-Soulan (Hautes-Pyrénées - 65)

Les gens qui viennent se livrer aux joies de la glisse, à Saint-Lary-Soulan, ne se doutent pas à quel genre de compétition est soumis le personnel de la station. Celle-ci appartient à une société dont la Lyonnaise des Eaux-Dumez est l'actionnaire majoritaire. Pendant la saison, la station embauche une centaine de travailleurs en CDD ; ce sont pour beaucoup de jeunes chômeurs de la région qui viennent y trouver un emploi pour quelques semaines. La direction de la station se débrouille pour limiter au strict minimum le personnel employé et le rémunérer le moins possible.

Pour cela, elle n'est pas très regardant sur la légalité des conditions dans lesquelles elle nous emploie. Ainsi chaque installation de remonte-pente devrait être conduite selon la norme légale par un «conducteur» assisté au besoin de «perchistes». Le conducteur porte la responsabilité de tout ce qui peut se produire sur le remonte-pente. En fait la direction demande aux saisonniers d'assurer le travail de conducteur (les contrats de travail stipulent que nous sommes des conducteurs) et nous rémunère au SMIC, ce qui est bien inférieur aux tarifs imposés par la convention collective.

La direction fait ainsi de substantielles économies sur les salaires. Par contre, elle n'est pas économe de nos forces : la plupart du temps il n'y a qu'un perchman pour une remontée. Il faut nous débrouiller comme nous pouvons pour surveiller le fonctionnement de la machine, assurer son entretien courant, effectuer les réparations (le matériel est âgé de 30 ans), contrôler les forfaits, venir en aide aux skieurs en difficulté, etc. Bien sûr, la direction veut que tout soit fait avec le sourire, mais aux heures d'affluence il doit paraître un peu crispé !

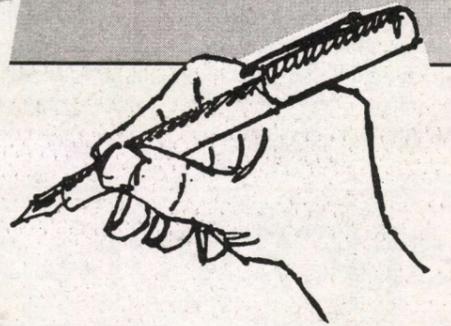
Par ailleurs, l'insuffisance du personnel pose bien des problèmes dont celui des pauses et des repas.

Trouver un remplaçant pour avoir un moment de tranquillité au milieu de la journée à l'heure du déjeuner est le plus souvent impossible. Nous devons nous contenter d'un sandwich avalé rapidement tout en travaillant. Il arrive que certains craquent et arrêtent leur appareil pour souffler un peu. Dans ce cas il se trouve toujours un chef pour venir «arranger» les choses : c'est aussitôt la mutation sur un autre poste, plus dur et sous la surveillance étroite de la direction ! (...) Il y aurait encore bien des choses à raconter pour montrer avec quel mépris la direction s'assoit sur la convention collective : journées d'intempéries transformées en journées de repos pour économiser les indemnités qu'elle devrait nous verser, vêtements de travail non fournis...

Pour tout cela la grogne monte !

Un lecteur

Dans
notre courrier



Et pour quelques francs de plus...

"Tout d'abord, je me présente : j'ai 72 ans et je suis donc retraitée. J'ai travaillé 56 ans, dont 22 à la chaîne à trier des bouteilles dans une entreprise qui aujourd'hui a fermé ses portes. J'habite une cité HLM de 20 000 personnes. Je touche une retraite tout juste équivalente au SMIC et j'ai donc droit à une APL (aide personnalisée au logement) de 800 et quelques francs.

En janvier 1990, mon APL a été augmentée de 83 F. Au mois de juin de la même année, j'ai reçu un courrier m'indiquant qu'il y avait eu erreur et que l'augmentation de mon APL n'était que de 46 F. Bien sûr, j'ai dû rembourser la différence au service des loyers des HLM pour les cinq premiers mois de l'année.

En décembre, coup de théâtre : l'office des HLM me faisait savoir qu'il y avait à nouveau eu une erreur. Depuis juin, je touchai 37 F en trop par mois... Faites le calcul : 37 + 46 = 83 F, soit l'augmentation qu'on m'avait accordée en janvier ! Retour à la case départ donc, même si la vie, elle, avait bel et bien augmenté entre temps.

Enfin, il y a deux mois, en remplissant mon chèque pour payer le loyer, je me suis trompée... sur le montant des centimes. J'ai confondu "00" avec "80". Sous peine de poursuites, j'ai dû refaire un chèque de 80 centimes le mois dernier - chèque que l'on m'a demandé d'envoyer sous enveloppe, affranchie donc à 2,30 F !

Visiblement, pour tous ces gens qui vivent de notre travail, il n'y a pas de menu profit !"

Viviane (Meaux - 77)

L'OISEAU AUX AILES D'OR ; L'HIVER, CETTE ANNÉE-LÀ ; NOTRE HÉROS DÉFIGURÉ

de Yi Munyol



Selon son éditeur français, Yi Munyol, né en 1948, est à l'heure actuelle l'un des écrivains de Corée du Sud les plus lus et les plus appréciés dans son pays. Il a été victime d'un certain ostracisme dans sa jeunesse parce que son père avait quitté la Corée du Sud pour rejoindre la Corée du Nord, considérée comme « communiste ».

Les deux premiers romans traduits sont des textes à la fois faciles, parce que courts et bien écrits, et difficiles d'accès parce que le lecteur français ignorant à peu près tout de l'histoire et de la société coréenne, sent bien que beaucoup d'allusions et de sous-entendus lui échappent. Le premier, *L'oiseau aux ailes d'or* se place à l'époque de l'occupation japonaise de la Corée (qui dura de 1910 à 1945). Le second, *L'hiver cette année-là*, a pour héros un jeune homme des années soixante-dix qui, après un passage à l'université, désespéré, fréquente les bas-fonds de la société, avant de rencontrer un homme qui a été emprisonné pendant 19 ans pour avoir fait partie d'un « groupe de rêveurs d'égalité et de liberté »...

Le troisième roman, le plus récemment paru, *Notre héros défiguré*, est plus directement accessible. Il se situe dans les années soixante et soixante-dix. Un enfant de douze ans, fils d'un fonctionnaire rétro-

gradé dans une ville de province pour des raisons politiques, est le souffre-douleur d'un chef de classe au pouvoir discrétionnaire. Il est totalement isolé et maladroit dans sa lutte contre l'apprenti dictateur qui a sa cour complaisante parmi les élèves et jouit de la confiance du professeur. Le chef de classe sait quand il faut sévir et quand il faut garder son flegme et céder du terrain. « Il semblait avoir un instinct pour ce genre de choses ». L'enfant apprend à ses dépens qu'un pouvoir établi et en apparence respecté est difficile à ébranler. Quand l'heure de la déconfiture du chef arrive, les plus lâches auparavant sont les plus acharnés à le dénoncer et l'apprentissage de rapports démocratiques entre les élèves n'est pas simple.

Ce roman qui se lit d'un trait est aussi une parabole sur ce qu'est un pouvoir dictatorial et sur les compromissions et les humiliations qui l'accompagnent. C'est certainement une histoire évocatrice pour les lecteurs coréens, qui ont une expérience longue et douloureuse des régimes dictatoriaux ; mais pas seulement pour eux !

Jean-Pierre CALVI

L'Oiseau aux ailes d'or, 60 F : Editions Actes Sud.
L'Hiver cette année-là, 60 F. *Notre héros défiguré*, 69 F.

FEMME,
FEMME,
FEMME,

de
Han
Shaogong



Ce court roman publié en Chine en 1986 est, comme le titre l'indique, l'histoire de trois femmes chinoises d'aujourd'hui. L'héroïne principale, Yao Gu, est une vieille femme issue de la campagne et devenue ouvrière à la ville quelque part dans le sud du pays. Pour elle, l'heure de la retraite a sonné et le drame se noue quand, victime d'une attaque, elle reste à demi-paralysée et devient une charge pour sa famille. A ses côtés, les deux autres femmes sont l'opposé l'une de l'autre ; la jeune, sa filleule, est une femme qui se veut libre et est éprise du mode de vie à l'occidentale ; la vieille, la sœur d'adoption de Yao Gu, est une paysanne demeurée au village.

Yao Gu a grandi dans le moule de la vie traditionnelle ; plutôt résignée, elle a été sa vie durant un modèle d'abnégation et d'humilité. Sans enfant, rejetée par son mari, méprisée dans sa famille, elle s'est pourtant dévouée à ses neveux. L'un d'eux, le narrateur, Mao Ta, se rappelle que sa tante déjà vieille n'hésitait pas à sacrifier une partie de son repas de la

cantine pour le rapporter à ses neveux lorsque le père, un fonctionnaire pourtant bien dans la ligne, a disparu un beau jour, arrêté on ne sait trop pourquoi.

Le roman révèle derrière les attitudes rituelles, les conventions, la brutalité des rapports sociaux. A la ville déjà l'indifférence, l'égoïsme dominant, mais c'est encore plus le cas à la campagne, la misère, la dureté de la vie aidant.

La campagne, qui attire pourtant le citadin Mao Ta, avec ses rivières profondes et torrentueuses et parce qu'elle lui rappelle des souvenirs d'enfance, est montrée sans complaisance avec le poids du passé et de l'arriération qui pèse même sur la vie des citadins.

Ce récit court, écrit d'un point de vue qui se veut non conformiste est sans doute bien noir, mais il se lit avec plaisir et donne un aperçu de la vie de Chinois moyens aujourd'hui.

C. B.

Femme, Femme, Femme de Han Shaogong, Editions Philippe Picquier, 72 F.

LUTTE OUVRIÈRE (Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à

LUTTE OUVRIÈRE -
BP 233 - 75865
PARIS CEDEX 18 -
FRANCE.

La société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

- à Lutte Ouvrière - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
- à Lutte de Classe - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
PRENOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL ET VILLE :
COMPLEMENT D'ADRESSE :
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de :
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de :

Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

De Vaux-en-Velin à Sartrouville

DE QUOI AVOIR "LA RAGE"

C'était Vaux-en-Velin il y a six mois. La semaine dernière, c'était Sartrouville. Ici et là, parce qu'un de leur copain a été tué, renversé par une voiture de flics dans le premier cas, abattu par un vigile du centre commercial dans le second, les jeunes des cités ont pris la rage, comme ils disent. Ils s'en sont pris aux magasins, aux voitures, au maire. Ils se sont battus avec les policiers.

Cette rage, nous pouvons la comprendre devant la mort d'un jeune de dix-huit ans, tué pour avoir refusé de consommer.

Bien sûr entre les deux émeutes, il y a eu bien d'autres incidents dans des cités semblables. Les médias ont monté en épingle Argenteuil ou Montfermeil. Mais des bagarres, entre bandes ou contre la police, pour ne pas parler des agressions ou du vandalisme, sont monnaie courante dans ces cités populaires déshéritées.

Tous les travailleurs qui doivent y vivre avec leur famille le savent bien. Ne serait-ce que parce qu'ils en sont parfois victimes. Car lorsque les exclus de cette société, poussés par leur frustration ou simplement se moquant de tout, s'en prennent au reste du monde, c'est malheureusement souvent d'abord à d'autres victimes qu'ils s'en prennent.

Comme après Vaux-en-Velin le gouvernement fait mine d'agir. Il y a six mois il avait nommé un «ministre de la ville» chargé de porter remède au problème des banlieues. Cette semaine Rocard annonce à grand fracas qu'il va aller visiter une de ces cités maudites. Il y a trois semaines, en visitant Saint-Denis de La Réunion à la va-vite, il a réussi à relancer des émeutes qui s'étaient calmées. Il doit avoir envie de récidiver !

Delebarre, le nouveau «ministre de la ville», lui, organise une «table ronde». Il faut croire que six mois après avoir été nommé, le ministre chargé de la rénovation des banlieues en est encore à se demander ce qui se passe. A ce rythme les jeunes émeutiers de Sartrouville auront des petits-enfants avant qu'il passe à l'action.

Mais, même si ce ne sont pas des génies, les Rocard et Delebarre eux-mêmes savent bien les raisons de ces tensions.

On a poussé les pauvres et les travailleurs hors des centres des vraies villes, là où malgré tout il y a une vie citadine, pour les parquer dans des grands ensembles puants d'uniformité. Et par là-dessus le chômage a créé toute une couche de jeunes désœuvrés, ou avec de temps à autre des petits boulots précaires, et surtout sans perspective.

Rocard ou Delebarre ne vont évidemment pas y trouver remède. Depuis l'été dernier le chômage loin de diminuer est reparti de plus belle. Les grosses entreprises, y compris celles appartenant à l'Etat, comme Renault ou la SNCF, et bien d'autres, soit licencient soit réduisent les emplois. Et ce gouvernement est tout à fait impuissant à s'y opposer. Que peut-il faire pour les banlieues populaires... sinon des discours ?

Changer la vie des quartiers pauvres ce serait changer cette société, pas moins. Ce serait, par exemple, mettre fin au chômage.

Cela, ce serait aussi notre intérêt à nous, travailleurs, qui voyons cadences et charges de travail s'accroître pendant que nos patrons suppriment des emplois, et nos salaires décroître dans le même temps que les bénéfiques grandissent. Et il n'y a que nous qui l'imposerons à nos exploités.

En reprenant la lutte pour nous-mêmes, nous défendrons également les intérêts des jeunes et des chômeurs. Mais ce sont nos intérêts aussi.

Sinon nous risquons d'aller d'émeutes en émeutes, sans perspective, d'une couche de la jeunesse marginalisée. Et celle-ci, un jour, pourrait être carrément employée contre la population laborieuse par quelque démagogue. Ce ne serait pas la première fois que les bourgeois emploieraient les chômeurs contre les travailleurs. Surtout quand ceux-ci n'ont pas su montrer qu'ils savaient lier les intérêts des uns et des autres, et qu'ils savaient aussi se battre pour un avenir meilleur.

RESERVEZ VOTRE WEEK-END DE LA PENTECOTE

Les 18, 19 et 20 mai,
La Fête
c'est avec **Lutte Ouvrière**
à Presles dans le Val-d'Oise

Plusieurs centaines de stands où déguster une spécialité, prendre un pot en bavardant, ou en regardant un spectacle ou une animation. Des dizaines de spectacles sur des scènes aménagées, une guinguette, des bals, des films en permanence. Des dizaines et des dizaines de jeux pour petits et grands.

Un chapiteau scientifique avec des expositions, des débats passionnants. Une série de rencontres avec des personnalités.

Une cité politique où seront présents des groupes politiques de différentes tendances et de divers pays.

LA FETE, c'est trois jours enthousiasmants de découvertes et de rencontres. C'est la preuve par la fête que les idées et les idéaux communistes ne sont pas dépassés mais appartiennent au présent et à l'avenir, n'en déplaise à tous ceux qui s'empressent de les enterrer.

Vous pourrez vous procurer des cartes d'entrée auprès de nos militants ou en écrivant à :

LUTTE OUVRIERE
BP 233
75865 PARIS CEDEX 18



Sara Alexander

chants,
musique,
théâtre,
danse
non-stop...



Le mime Duval

Il ne nous est pas encore possible de faire connaître notre programme artistique, mais nous savons déjà qu'il sera comme chaque année riche et varié, animé par des artistes connus, mais aussi par des dizaines de chanteurs, de musiciens, d'acteurs, etc. que vous aurez le plaisir de découvrir.

Entre autres spectacles présentés par des artistes de différents pays, il y aura les chansons de SARA

ALEXANDER.

SENEM DIYICI interprétera avec le quatuor OYNAK de la musique turque d'aujourd'hui. Le duo TUISCA nous fera connaître de la musique d'Europe centrale. Il y aura aussi du rock avec entre autres, le groupe PARIS-BANLIEUE.

Quant à l'animation, elle vous surprendra au détour des allées avec, là aussi entre autres, DUVAL et son orgue de Barbarie.

La démocratie ouvrière en fête

Cette année, comme les années précédentes, de nombreux groupes politiques de gauche et d'extrême-gauche, des associations et comités de solidarité avec la lutte des opprimés, venus de France ou d'autres pays seront présents à notre fête, pour pouvoir y présenter leurs idées, leurs activités, leurs actions.

Ces groupes ou ces associations ont des positions, des conceptions différentes, des divergences qui portent bien souvent sur des questions importantes. Nous-mêmes, Lutte Ouvrière, avons des désaccords fondamentaux avec ces groupes. Mais c'est justement parce que nous voulons réhabiliter, de la manière la plus vivante et la plus riche possible, la démocratie ouvrière telle qu'elle existait avant que la social-démocratie la transforme en une parade de cirque et le stalinisme la bannisse du mouvement ouvrier à coups de poing, parfois de revolver, que nous ouvrons fraternellement notre fête à tous ceux qui militent contre l'injustice, l'oppression, les dictatures, et bien entendu à tous ceux qui mènent le combat politique pour le renversement du capitalisme.

Nous invitons donc les organisations ou associations qui souhaiteraient être présentes à la fête de Lutte Ouvrière, les 18, 19 et 20 mai prochains, à nous en faire la demande le plus rapidement possible, la place dont nous disposons étant limitée.

FETE DE LUTTE OUVRIERE

— A LIMOGES

SAMEDI 6 AVRIL
à partir de 18 h

Salle des Fêtes de Landouge

(Editorial des bulletins d'entreprise du mardi 2 avril 1991).